

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

F. 2011 — 991

[2011/201691]

18 FEVRIER 2011. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 51bis, alinéa 1^{er}, 2^o;

Vu l'arrêté de Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, l'article 25bis;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, l'article 29bis;

Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2007 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 instaurant les éco-prêts accordés par la Société wallonne du Crédit social;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 instaurant les éco-prêts accordés par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;

Vu l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 décembre 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 février 2011;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant que, d'une part, les régimes juridiques organisés respectivement par les arrêtés ministériels relatifs aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie du 20 décembre 2007 et du 22 mars 2010 et, d'autre part, les régimes juridiques organisant l'octroi d'éco-prêts, respectivement par la Société wallonne du Crédit social et par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, déterminent l'éligibilité et les conditions d'octroi des éco-primes en vertu de critères spécifiques différents;

Que l'adaptation immédiate de ces critères concurrents est indispensable en vue d'éviter toute discontinuité dans l'octroi des éco-primes et dans les mesures de soutien à l'utilisation rationnelle de l'énergie,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie, le 6^o est remplacé par la disposition suivante :

" 6^o " matériau d'isolation naturel " : matériau constitué à concurrence de 85 % minimum de fibres végétales, animales ou de cellulose; ".

Art. 2. A l'article 6, § 1^{er}, un troisième alinéa est inséré, rédigé comme suit :

" L'audit énergétique préalable visé à l'alinéa 2 est réputé accompli lorsque les conditions suivantes sont réunies :

1^o le demandeur répond aux conditions de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 2 juin 2006 portant définition du groupe cible des personnes les plus démunies du Fonds de réduction du coût global de l'énergie;

2^o le demandeur bénéficie d'un prêt bon marché visé à l'article 6 du contrat de gestion formant l'annexe de l'arrêté royal du 6 juillet 2009 fixant le contrat de gestion du " Fonds de réduction du coût global de l'énergie ", octroyé par l'entité locale visée à l'article 2, 6^o, du même arrêté royal;

3^o le bâtiment a fait l'objet d'une expertise énergétique préalable par l'entité locale, déterminant la hiérarchie des priorités en termes de travaux économiseurs d'énergie. ".

Art. 3. A l'article 7, § 1^{er}, un troisième alinéa est inséré, rédigé comme suit :

" L'audit énergétique préalable visé à l'alinéa 2 est réputé accompli lorsque les conditions suivantes sont réunies :

1^o le demandeur répond aux conditions de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 2 juin 2006 portant définition du groupe cible des personnes les plus démunies du Fonds de réduction du coût global de l'énergie;

2^o le demandeur bénéficie d'un prêt bon marché visé à l'article 6 du contrat de gestion formant l'annexe de l'arrêté royal du 6 juillet 2009 fixant le contrat de gestion du " Fonds de réduction du coût global de l'énergie ", octroyé par l'entité locale visée à l'article 2, 6^o, du même arrêté royal;

3^o le bâtiment a fait l'objet d'une expertise énergétique préalable par l'entité locale, déterminant la hiérarchie des priorités en termes de travaux économiseurs d'énergie. "

Art. 4. A l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, le 3^o est complété par les termes suivants :

" ou, le cas échéant, d'une copie de l'expertise énergétique et d'un document établi par l'entité locale qui atteste de l'appartenance du demandeur au groupe cible visé aux articles 6, § 1^{er}, alinéa 3, 3^o, et 7, § 1^{er}, alinéa 3, 3^o. ".

Art. 5. A l'article 11, alinéa 1^{er}, 2^o, du même arrêté, les termes " à contre-courant, " sont supprimés.

Art. 6. A l'article 12, § 3, 2^o, les termes " à contre-courant, " sont supprimés.

Art. 7. Un article 12/1 est inséré, rédigé comme suit :

” Art. 12/1. § 1^{er}. Lorsque la date de l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme est postérieure au 31 août 2011, une prime de 1.500 euros est octroyée lors de la construction d'une maison unifamiliale répondant aux critères suivants :

1^o le niveau Ew de la maison unifamiliale est inférieur ou égal à 65;

2^o le niveau d'isolation thermique globale K de la maison unifamiliale est inférieur ou égal à 35;

3^o la ventilation de la maison unifamiliale est conforme à la réglementation en vigueur lors de la date de l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme.

§ 2. Le montant de la prime visée au § 1^{er} est majoré de 110 euros par unité de niveau Ew inférieure au niveau Ew 65 et ne peut excéder 5.000 euros par bâtiment.

§ 3. Le montant de la prime visée au § 2 est majoré de 1.500 euros lorsque le demandeur dispose du certificat de ” déclaration de qualité de maison passive ” délivré conformément à l'article 3 de la loi du 27 avril 2007 instaurant une réduction d'impôt pour maison passive, ou lorsque la maison unifamiliale répond aux exigences suivantes :

1^o la perméabilité à l'air du bâtiment est testée au moyen de la méthode de pressurisation par ventilateur, et le taux de renouvellement d'air doit être de $n50 < 0,6 \text{ h}^{-1}$ conformément à la norme NBN EN 13829, complétée par les annexes 1^{re} et 2, selon la méthode A;

2^o la maison unifamiliale est équipée d'une ventilation de type ” système de ventilation mécanique contrôlée D ” avec récupération de chaleur au moyen d'un échangeur de chaleur répondant aux critères suivants :

a) l'ensemble du système de ventilation installé est conforme à la réglementation en vigueur lors de la date de l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme;

b) l'échangeur thermique doit avoir un rendement minimum de 85 % suivant la norme NBN EN 308;

c) l'installateur doit mesurer, in situ, les débits en sortie et en entrée des différentes bouches de ventilation afin d'assurer le réglage adéquat de l'installation;

3^o la demande annuelle en chauffage et en refroidissement est inférieure à 15 kWh/m^2 par an calculé suivant la méthode de calcul PHPP (Passivhaus Projektierungs Paket) 2007 ou suivante;

4^o le temps de surchauffe de la maison unifamiliale, tel que calculé par la méthode de calcul PHPP 2007 ou suivante, au-delà de 25°, ne peut excéder 5 %.”.

Art. 8. Un article 13/1 est inséré, rédigé comme suit :

” Art. 13/1. § 1^{er}. Lorsque la date de l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme est postérieure au 31 août 2010, une prime de 500 euros est octroyée lors de la construction d'un appartement répondant aux critères suivants :

1^o le niveau Ew de l'appartement est inférieur ou égal à 65;

2^o le niveau d'isolation thermique globale K du bâtiment est inférieur ou égal à 35;

3^o la ventilation de l'appartement est conforme à la réglementation en vigueur lors de la date de l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme.

§ 2. Le montant de la prime visée au § 1^{er} est majoré de 50 euros par unité de niveau Ew inférieure au niveau Ew 65 et ne peut excéder 1.500 euros par appartement.

§ 3. Le montant de la prime visée au § 2 est majoré de 500 euros lorsque le demandeur dispose du certificat de ” déclaration de qualité d'appartement passif ” délivré conformément à l'article 3 de la loi du 27 avril 2007 instaurant une réduction d'impôt pour maison passive, ou lorsque l'appartement répond aux exigences suivantes :

1^o la perméabilité à l'air de l'appartement est testée au moyen de la méthode de pressurisation par ventilateur, et le taux de renouvellement d'air doit être de $n50 < 0,6 \text{ h}^{-1}$ conformément à la norme NBN EN 13829, complétée par les annexes 1^{re} et 2, selon la méthode A;

2^o la demande annuelle en chauffage et en refroidissement de l'appartement est inférieure à 15 kWh/m^2 par an calculé suivant la méthode de calcul PHPP (Passivhaus Projektierungs Paket) 2007 ou suivante;

3^o le temps de surchauffe de l'appartement, tel que calculé par la méthode calcul PHPP 2007 ou suivante au-delà de 25°, ne peut excéder 5 % ;

4^o l'appartement est équipé d'une ventilation de type ” système de ventilation mécanique contrôlée D ” avec récupération de chaleur.”.

Art. 9. Le présent article transpose partiellement l'article 13, § 6, alinéa 2, de la Directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les Directives 2001/77/CE et 2003/30/CE.

A l'article 21, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

” § 1^{er}. Le présent article transpose partiellement l'article 13, § 6, alinéa 2 de la Directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les Directives 2001/77/CE et 2003/30/CE.

Une prime est octroyée lors de l'installation d'un appareil de chauffage biomasse à alimentation exclusivement automatique qui répond aux définitions, exigences, essais et marquages de la norme NBN EN 303-5 et dont le rendement est supérieur à 85 % calculé selon cette norme.”;

2^o le § 1^{er}, alinéa 4, est remplacé par la disposition suivante :

” Lorsque plusieurs appareils sont raccordés sur le même circuit de chauffage, une seule prime est accordée. Le montant de la prime est calculé en fonction de leur puissance cumulée.”.

Art. 10. A l'article 24, in fine, les termes ” pour la production d'eau chaude sanitaire ” sont remplacés par les termes ” pour la production exclusive d'eau chaude sanitaire ”.

Art. 11. A l'article 26, alinéa 2, le 3^o est remplacé par la disposition suivante :

” 3^o en ce qui concerne la prime visée à l'article 24 :

a) soit du rapport de test réalisé par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN EN ISO/IEC 17025 pour la réalisation d'essais sur les pompes à chaleur selon la norme NBN EN 255-3 en vigueur lors de la réalisation du test, ou selon les normes pr EN 15879-1 ou pr EN 15897-2, conformément au point 3.b. de l'annexe 3;

b) soit, à défaut d'un tel laboratoire dans le pays où le fabricant est établi, d'un rapport de test, selon la norme NBN EN 255-3 en vigueur lors de la réalisation du test, ou selon les normes pr EN 15879-1 ou pr EN 15897-2, conformément au point 3.b. de l'annexe 3, réalisé par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN'EN ISO/IEC 17025 pour la réalisation d'essais sur d'autres applications.”.

Art. 12. A l'article 27, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les termes ” pour le chauffage d'un logement ” sont remplacés par les termes ” au titre du chauffage principal d'un logement ”;

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

” § 2. Lorsque la pompe à chaleur répond aux exigences du § 1^{er} et produit également de l'eau chaude sanitaire, dans le respect des critères visés à l'annexe 3, le montant de la prime visé au § 1^{er} est majoré de 750 euros. ”.

Art. 13. L'article 28 est abrogé.

Art. 14. A l'article 30, le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

” § 1^{er}. En ce qui concerne la prime visée à l'article 27, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration :

1° dans le cas d'une demande de prime pour un logement neuf au sens des articles 10 et 11, simultanément à la date à laquelle le dossier de demande de prime correspondant doit être introduit.

Le dossier de demande est constitué :

a) du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;

b) de l'original ou d'une copie de la facture pour les investissements et les prestations réalisés;

c) soit du rapport de test réalisé par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN EN ISO/IEC 17025 pour la réalisation d'essais sur les pompes à chaleur selon la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test, ou selon les normes pr EN 15879-1 ou pr EN 15897-2, conformément au point 2.b. de l'annexe 3;

d) soit, à défaut d'un tel laboratoire dans le pays où le fabricant est établi, d'un rapport de test, selon la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test, ou selon les normes pr EN 15879-1 ou pr EN 15897-2, conformément au point 2.b. de l'annexe 3, réalisé par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN EN ISO/IEC 17025 pour la réalisation d'essais sur d'autres applications.

Lorsque la majoration de prime visée à l'article 27, § 2, est sollicitée, le rapport de test doit permettre de vérifier le respect des conditions déterminées au point 2.c. de l'annexe 3;

2° dans les autres cas, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture finale relative aux investissements et prestations réalisés.

Le dossier de demande est constitué :

a) du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;

b) de l'original ou d'une copie de la facture pour les investissements et les prestations réalisés;

c) du formulaire de calcul du coefficient K renseigné;

d) d'un document décrivant toutes les parois de la surface de déperdition thermique du logement et le calcul des coefficients U (ou k);

e) d'une copie des plans de tous les niveaux et des coupes du logement;

f) d'une note décrivant le système de ventilation installé;

g) soit du rapport de test réalisé par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN EN ISO/IEC 17025 pour la réalisation d'essais sur les pompes à chaleur selon la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test, ou selon les normes pr EN 15879-1 ou pr EN 15897-2, conformément au point 2.b. de l'annexe 3;

h) soit, à défaut d'un tel laboratoire dans le pays où le fabricant est établi, d'un rapport de test, selon la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test, ou selon les normes pr EN 15879-1 ou pr EN 15897-2, conformément au point 2.b. de l'annexe 3, réalisé par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN EN ISO/IEC 17025 pour la réalisation d'essais sur d'autres applications.

Lorsque la majoration de prime visée à l'article 27, § 2, est sollicitée, le rapport de test doit permettre de vérifier le respect des conditions déterminées au point 2.c. de l'annexe 3.”

Art. 15. A l'article 37, § 1^{er}, le 4^o est remplacé par la disposition suivante :

” 4^o l'ensemble du système de ventilation installé doit répondre aux exigences de l'annexe V de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 2008 déterminant la méthode de calcul et les exigences, les agréments et les sanctions applicables en matière de performance énergétique et de climat intérieur des bâtiments; ”.

Art. 16. Un article 51/1 est inséré, rédigé comme suit :

” Art. 51/1. Les appareils visés au présent chapitre doivent être affectés au chauffage des bâtiments dans lesquels ils sont installés.

La puissance des installations doit être justifiée par les besoins en chauffage des bâtiments.”.

Art. 17. Le présent article transpose partiellement l'article 13, § 6, alinéa 2, de la Directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les Directives 2001/77/CE et 2003/30/CE.

A l'article 53, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

” § 1^{er}. Le présent article transpose partiellement l'article 13, § 6, alinéa 2, de la Directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les Directives 2001/77/CE et 2003/30/CE.

Une prime est octroyée lors de l'installation, dans un logement, d'un appareil de chauffage biomasse à alimentation exclusivement automatique qui répond aux définitions, exigences, essais et marquages de la norme NBN EN 303-5 et dont le rendement est supérieur à 85 % calculé selon cette norme. Si l'appareil est bi-combustible, seul le gaz naturel est autorisé.”;

2° le § 1^{er}, alinéa 3, est remplacé par la disposition suivante :

” Lorsque plusieurs appareils sont raccordés sur le même circuit de chauffage, une seule prime est accordée. Le montant de la prime est calculé en fonction de leur puissance cumulée.”

Art. 18. A l'article 55, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les termes ” pour le chauffage d'un logement ” sont remplacés par les termes ” au titre du chauffage principal d'un logement ”;

2^o le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

" § 2. Lorsque la pompe à chaleur répond aux exigences du § 1^{er} et produit également de l'eau chaude sanitaire, dans le respect des critères visés à l'annexe 3, le montant de la prime visé au § 1^{er} est majoré de 750 euros. ".

Art. 19. L'article 57 est remplacé par la disposition suivante :

" Art. 57. Une prime de 750 euros est octroyée lors de l'installation, par un entrepreneur enregistré, d'une pompe à chaleur répondant aux critères visés à l'annexe 3, pour le chauffage exclusif de l'eau chaude sanitaire d'un logement. ".

Art. 20. L'article 58 est abrogé.

Art. 21. A l'article 60, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

" En ce qui concerne les primes visées aux articles 53, 55 et 57, le dossier est introduit par la Société wallonne du Logement auprès de l'administration, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date d'approbation du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés. ";

2^o à l'alinéa 2, le 3^o est remplacé par la disposition suivante :

" 3^o pour la prime visée à l'article 55 :

a) soit du rapport de test réalisé par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN EN ISO/IEC 17025 pour la réalisation d'essais sur les pompes à chaleur selon la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test, ou selon les normes pr EN 15879-1 ou pr EN 15897-2, conformément au point 2.b. de l'annexe 3;

b) soit, à défaut d'un tel laboratoire dans le pays où le fabricant est établi, d'un rapport de test, selon la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test, ou selon les normes pr EN 15879-1 ou pr EN 15897-2, conformément au point 2.b. de l'annexe 3, réalisé par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN EN ISO/IEC 17025 pour la réalisation d'essais sur d'autres applications.

Lorsque la majoration de prime visée à l'article 55, § 2, est sollicitée, le rapport de test doit permettre de vérifier le respect des conditions déterminées au point 2.c. de l'annexe 3. ";

3^o à l'alinéa 2, le 4^o est remplacé par la disposition suivante :

" 4^o pour la prime visée à l'article 57 :

a) soit du rapport de test réalisé par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN EN ISO/IEC 17025 pour la réalisation d'essais sur les pompes à chaleur selon la norme NBN EN 255-3 en vigueur lors de la réalisation du test, ou selon les normes pr EN 15879-1 ou pr EN 15897-2, conformément au point 3.b. de l'annexe 3;

b) soit, à défaut d'un tel laboratoire dans le pays où le fabricant est établi, d'un rapport de test, selon la norme NBN EN 255-3 en vigueur lors de la réalisation du test, ou selon les normes pr EN 15879-1 ou pr EN 15897-2, conformément au point 3.b. de l'annexe 3, réalisé par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN EN ISO/IEC 17025 pour la réalisation d'essais sur d'autres applications. ".

Art. 22. Un article 87/1 est inséré, rédigé comme suit :

" Art. 87/1. Pour le traitement des demandes de primes visées aux articles 11, 13, § 3, 12/1, § 3, 13, § 3, et 13/1, § 3, le délai de septante jours visé à l'article 87, § 1^{er}, alinéa 2, est porté à 180 jours. ".

Art. 23. A l'article 90, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, le 4^o est remplacé par la disposition suivante :

" 4^o éco-primes : les primes octroyées par la SWCS et le FLW, conformément aux dispositions de l'article 90/1. ";

2^o l'alinéa second est supprimé.

Art. 24. Un article 90/1 est inséré, rédigé comme suit :

" Art. 90/1. Les primes éligibles et leurs conditions d'octroi sont déterminées :

1^o en ce qui concerne les éco-primes octroyées par la SWCS :

a) pour les éco-prêts dont la date d'immatriculation est comprise entre le 1^{er} mai 2010 et le 31 décembre 2011, les primes visées au Titre II du présent arrêté, relatives à des investissements dont la date de la facture finale est postérieure au 30 avril 2010, dans le respect des conditions d'octroi applicables à la date de l'immatriculation de l'éco-prêt. Sont exclues du bénéfice des éco-primes, les primes visées aux articles 8, 10, 11, 12, 13, 14, 29, 31 et 32;

b) pour les éco-prêts dont la date d'immatriculation est antérieure au 1^{er} mai 2010 :

- soit les primes visées au Titre II du présent arrêté, relatives à des investissements dont la date de la facture finale est comprise entre le 1^{er} mai 2010 et le 31 décembre 2011, dans le respect des conditions d'octroi applicables à la date de la facture finale. Sont exclues du bénéfice des éco-primes, les primes visées aux articles 8, 10, 11, 12, 13, 14, 29, 31 et 32;

- soit les éco-primes telles que définies à l'article 93/1 de l'arrêté ministériel du 20 décembre 2007 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie, et relatives à des investissements dont la date de la facture finale est, par dérogation aux articles 95 et 95/1 dudit arrêté, comprise entre le 1^{er} mai 2010 et le 31 décembre 2011. Ces éco-primes sont conformes aux conditions d'octroi applicables à la date de l'immatriculation de l'éco-prêt;

2^o en ce qui concerne les éco-primes octroyées par le FLW :

a) pour les éco-prêts dont la date de décision d'octroi est comprise entre le 1^{er} mai 2010 et le 31 décembre 2011, les primes visées au Titre II du présent arrêté, relatives à des investissements dont la date de la facture finale est postérieure au 30 avril 2010, dans le respect des conditions d'octroi applicables à la date d'octroi de l'éco-prêt. Sont exclues du bénéfice des éco-primes, les primes visées aux articles 8, 10, 11, 12, 13, 14, 29, 31 et 32;

b) pour les éco-prêts dont la date de décision d'octroi est antérieure au 1^{er} mai 2010 :

- soit les primes visées au Titre II du présent arrêté, relatives à des investissements dont la date de la facture finale est comprise entre le 1^{er} mai 2010 et le 31 décembre 2011, dans le respect des conditions d'octroi applicables à la date de la facture finale. Sont exclues du bénéfice des éco-primes, les primes visées aux articles 8, 10, 11, 12, 13, 14, 29, 31 et 32;

- soit les éco-primes telles que définies à l'article 93/1 de l'arrêté ministériel du 20 décembre 2007 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie, et relatives à des investissements dont la date de la facture finale est, par dérogation aux articles 95 et 95/1 dudit arrêté, comprise entre le 1^{er} mai 2010 et le 31 décembre 2011. Ces éco-primes sont conformes aux conditions d'octroi applicables à la date d'octroi de l'éco-prêt.

Les articles 91, 97, 98 et 99 de l'arrêté ministériel du 20 décembre 2007 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie et les articles 87, 97 et 98 du présent arrêté ne sont pas applicables.

Pour le bénéfice des éco-primes, l'exigence d'audit énergétique préalable reprise aux articles 6, § 1^{er}, alinéa 2, et 7, § 1^{er}, alinéa 2, du Titre II du présent arrêté ainsi qu'aux articles 6, § 2, et 7, § 2, du Titre II de l'arrêté ministériel du 20 décembre 2007 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie n'est pas applicable et est remplacée par l'expertise énergétique préalable visée respectivement aux articles 8 et 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 instaurant les éco-prêts accordés par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, et à l'article 8 du règlement annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 instaurant les éco-prêts accordés par la Société wallonne du Crédit social. ”.

Art. 25. Un article 90/2 est inséré, rédigé comme suit :

“ Art. 90/2. Pour l'octroi des majorations de primes visées aux articles 5, § 3 et § 4, 6, § 3, § 4 et § 5, et 7, § 3 et § 4 :

1° en ce qui concerne les éco-primes octroyées par la SWCS :

Par dérogation à l'article 1^{er}, 13^o, les revenus sont calculés conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 portant règlement des prêts hypothécaires de la Société wallonne du Crédit social et des Guichets du Crédit social;

2° en ce qui concerne les éco-primes octroyées par le FLW :

par dérogation à l'article 1^{er}, 13^o, 14^o et 15^o, les revenus modestes et précaires correspondent respectivement aux revenus des catégories II et I, calculés conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie. ”.

Art. 26. L'annexe 3 est remplacée par l'annexe au présent arrêté, comme partie intégrante de l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Art. 27. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2011.

Toutefois, en ce qui concerne l'application des articles 9 et 17, le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2011.

Namur, le 18 février 2011.

J.-M. NOLLET

ANNEXE 3

I. DISPOSITIONS GENERALES

1.a. Captation d'énergie.

Dans tous les cas, si l'exploitation de la ressource naturelle est soumise à l'octroi d'un permis d'urbanisme et/ou d'environnement, la preuve de l'acceptation de ce(s) permis doit être jointe à la demande de prime.

- Dans l'eau :

La captation peut s'effectuer soit dans les eaux de surfaces (rivières, étangs, lacs,...) soit dans les eaux profondes (nappes phréatiques, puits,...), de manière " statique " ou " dynamique ".

La demande de prime sera accompagnée de la note de calcul de l'ensemble du système de prélèvement d'énergie :

- dans le cas d'une captation " dynamique " (par pompage), cela comprend notamment le dimensionnement des éventuels échangeurs thermiques intermédiaires, les débits de fluide, les deltas de température, la puissance des auxiliaires...;
- dans le cas d'une captation " statique " (par échangeur noyé), cela comprend notamment le dimensionnement de l'échangeur, de l'éventuel bassin artificiel ou de la source naturelle,...

- Dans le sol :

La captation d'énergie pourra être réalisée soit par un évaporateur enfoui horizontalement soit par un échangeur thermique à eau glycolée enfoui horizontalement ou verticalement dans le sol.

La demande de prime sera accompagnée de la note de calcul du système de prélèvement d'énergie :

- dans le cas de l'utilisation d'un fluide intermédiaire tel que l'eau glycolée, il s'agit soit du dimensionnement de l'échangeur thermique placé horizontalement, soit de la ou des sondes verticales. La note doit notamment préciser le débit du fluide secondaire et la puissance des auxiliaires;
- dans le cas d'un évaporateur horizontal, il s'agit du dimensionnement de ce dernier.

Dans le cas d'une captation par sonde verticale, le formulaire de demande de prime sera accompagné du rapport d'analyse géologique réalisé par ou pour la société de forage.

- Dans l'air extérieur :

La captation d'énergie pourra s'effectuer sur l'air extérieur de manière statique ou dynamique.

Les pompes à chaleur qui utilisent l'air extérieur comme source d'énergie pourront éventuellement être munies d'un thermoplongeur électrique d'appoint du côté du rejet de chaleur. Celui-ci devra être placé en aval du condenseur.

Les pompes à chaleur pour la production d'eau chaude sanitaire doivent fonctionner effectivement dans les conditions de température déterminées dans le présent cahier des charges.

Dans tous les cas, l'évaporateur devra se trouver à l'extérieur du bâtiment.

Néanmoins, si l'évaporateur est installé à l'intérieur du bâtiment, il est muni de gaines hermétiques pour l'aspiration de l'air extérieur et l'évacuation de l'air aspiré vers l'extérieur du bâtiment.

Dans le cas d'une captation statique, la pompe à chaleur ne devra pas être équipée d'un dispositif de dégivrage, mais l'échangeur extérieur sera orienté entre l'est et l'ouest en passant par le sud, sans entrave à l'ensoleillement ni à la circulation naturelle de l'air.

Dans ce cas également, la demande de prime sera accompagnée de la note de dimensionnement du système de prélèvement d'énergie. Si un fluide secondaire est utilisé, son débit et la puissance des auxiliaires seront précisés.

La pompe à chaleur doit être dimensionnée de manière à couvrir l'ensemble des déperditions thermiques du bâtiment pour une température de l'air extérieur supérieure ou égale à une valeur appelée point d'équilibre. Cette valeur doit être au maximum de 2 °C.

- 1.b. Disposition complémentaire.

L'installation sera munie de compteurs électriques de passage permettant de mesurer la consommation dédiée à l'utilisation de la pompe à chaleur et des auxiliaires de l'installation (c'est-à-dire les circulateurs, thermoplongeurs ainsi que, dans le cas de production d'eau chaude sanitaire, l'appoint).

1. POMPES A CHALEUR POUR LE CHAUFFAGE D'UNE HABITATION

Les pompes à chaleur réversibles permettant le refroidissement des bâtiments ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime.

2.a. Rejet d'énergie.

- Rejet sur l'air ambiant :

Les pompes à chaleur qui rejettent l'énergie thermique sur l'air ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime.

- Rejet au moyen d'un fluide calorigène ou de l'eau :

Le chauffage des locaux ne pourra en aucun cas être réalisé par des radiateurs ou des convecteurs. Seuls le chauffage par plancher rayonnant ou mur chauffant, et l'usage de ventilo-convecteurs à basse température pour les locaux hors séjour, sont autorisés.

Le chauffage d'une pièce de vie exclusivement à l'aide d'un élément d'émission de chaleur fonctionnant uniquement à l'électricité n'est autorisé que dans les salles de bains et douches.

2.b. Performances minimales.

Pour être éligible à la prime, la pompe à chaleur pour le chauffage de l'habitation doit respecter un coefficient de performance minimal qui varie en fonction de la technologie mise en œuvre.

Les COP des systèmes directement visés par la norme NBN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés conformément aux spécifications de cette dernière. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° source froide à l'entrée de l'évaporateur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP minimal
Air extérieur dynamique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	35 °C	3.1
Eau profonde ou Eau de surface	Eau	10 °C (*)	35 °C	5.1
Echangeur à eau glycolée (horizontal ou vertical)	Eau	0 °C (*)	35 °C	4.3

(*) Lorsqu'un circuit secondaire est utilisé (échangeur intermédiaire et eau glycolée), il s'agit de la température de ce fluide intermédiaire à l'entrée de l'évaporateur.

Les COP des systèmes qui ne sont pas visés par la norme NBN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés selon la méthodologie proposée par cette dernière en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° de l'air en contact avec l'échangeur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP minimal
Air extérieur Statique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	35 °C	3.1
Source de captation	Rejet d'énergie	T° du fluide à l'évaporation	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP minimal
Echangeur à gaz (horizontal)	Eau	- 5 °C	35 °C	4
	Gaz	- 5 °C	35 °C	4

Néanmoins, il est aussi possible de déterminer les COP des systèmes à détente directe conformément aux spécifications de la norme pr EN 15879-1 ou pr EN 15879-2 en vigueur lors de la réalisation du test, en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant.

Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du bain à l'évaporation	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP minimal
Echangeur à gaz (horizontal)	Eau	4 °C	35 °C	4.3
	Gaz	4 °C	35 °C	4.3

2.c. Utilisation combinée pour l'eau chaude sanitaire.

Si la pompe à chaleur est utilisée aussi pour le chauffage de l'eau chaude sanitaire, la prime est majorée si les conditions suivantes sont remplies :

- la pompe à chaleur respecte les critères minimaux définis ci-dessus pour le chauffage de l'habitation;
- le ballon de stockage sera d'une capacité minimale de 150 litres. Il sera placé verticalement et le rapport hauteur/diamètre sera d'au moins 2 pour assurer une stratification correcte;
- le système devra permettre de prévenir le risque de légionellose et il sera muni du groupe de sécurité classique;
- pour les pompes à chaleur air dynamique/eau le fonctionnement de la pompe à chaleur doit être garanti pour une température de l'air extérieur jusqu'à 2 °C;

- les COP des systèmes directement visés par la norme NBN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés conformément aux spécifications de cette dernière. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° source froide à l'entrée de l'évaporateur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP minimal
Air extérieur dynamique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	45 °C	2.6
Eau profonde ou Eau de surface	Eau	10 °C (*)	45 °C	4.2
Echangeur à eau glycolée (horizontal ou vertical)	Eau	0 °C (*)	45 °C	3.5

(*) Lorsqu'un circuit secondaire est utilisé (échangeur intermédiaire et eau glycolée), il s'agit de la température de ce fluide intermédiaire à l'entrée de l'évaporateur.

- les COP des systèmes qui ne sont pas visés par la norme NBN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés selon la méthodologie proposée par cette dernière en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° de l'air en contact avec l'échangeur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP minimal
Air extérieur Statique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	45 °C	2.6
Source de captation	Rejet d'énergie	T° du fluide à l'évaporation	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP minimal
Echangeur à gaz (horizontal)	Eau	- 5 °C	45 °C	3
	Gaz	- 5 °C	45 °C	3

Néanmoins, il est aussi possible de déterminer les COP des systèmes à détente directe conformément aux spécifications de la norme pr EN 15879-1 ou pr EN 15879-2 en vigueur lors de la réalisation du test, en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant.

Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du bain à l'évaporation	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP minimal
Echangeur à gaz (horizontal)	Eau	4 °C	45 °C	3.5
	Gaz	4 °C	45 °C	3.5

3. POMPE A CHALEUR POUR LA PRODUCTION D'EAU CHAUDE SANITAIRE (PAC ECS)

3.a. Rejet d'énergie.

Le ballon de stockage sera d'une capacité minimale de 150 litres. Il sera placé verticalement et le rapport hauteur/diamètre sera d'au moins 2 pour assurer une stratification correcte.

Le système devra permettre de prévenir le risque de légionellose et il sera muni du groupe de sécurité classique.

3.b. Performances minimales.

Pour les pompes à chaleur air dynamique/eau le fonctionnement de la pompe à chaleur doit être garanti pour une température de l'air extérieur jusqu'à 2 °C.

Pour être éligible à la prime, la pompe à chaleur pour le chauffage de l'eau chaude sanitaire doit respecter un coefficient de performance minimal qui varie en fonction de la technologie mise en œuvre.

Les COP des systèmes directement visés par la norme NBN EN 255-3 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés conformément aux spécifications de cette dernière. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° source froide à l'entrée de l'évaporateur	T° source chaude	COP minimal
Air extérieur dynamique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	2.6
Eau profonde ou Eau de surface	Eau	10 °C (*)	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	4.2
Echangeur à eau glycolée (horizontal ou vertical)	Eau	0 °C (*)	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	3.5

(*) Lorsqu'un circuit secondaire est utilisé (échangeur intermédiaire et eau glycolée), il s'agit de la température de ce fluide intermédiaire à l'entrée de l'évaporateur.

Les COP des systèmes qui ne sont pas visés par la norme NBN EN 255-3 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés selon la méthodologie proposée par cette dernière en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° de l'air en contact avec l'échangeur	T° source chaude	COP minimal
Air extérieur statique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	2.6
Source de captation	Rejet d'énergie	T° du fluide à l'évaporation	T° source chaude	COP minimal
Echangeur à gaz (horizontal)	Eau	- 5 °C	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	3
	Gaz	- 5 °C	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	3

Néanmoins, il est aussi possible de déterminer les COP des systèmes à détente directe conformément aux spécifications de la norme pr EN 15879-1 ou pr EN 15879-2 en vigueur lors de la réalisation du test, en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant.

Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du bain à l'évaporation	T° source chaude	COP minimal
Echangeur à gaz (horizontal)	Eau	4 °C	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	3.5
	Gaz	4 °C	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	3.5

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Namur, le 18 février 2011.

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 991

[2011/201691]

18. FEBRUAR 2011. — Ministerialerlass zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 51bis, Absatz 1, 2º;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, Artikel 25bis;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt, Artikel 29bis;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2007 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 zur Einführung der von der "Société wallonne du Crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) gewährten Öko-Darlehen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 zur Einführung der von der "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) gewährten Öko-Darlehen;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung;

Aufgrund des am 22. Dezember 2010 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 9. Februar 2011 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3, § 1e;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die jeweils durch die Ministerialerlasse vom 20. Dezember 2007 und vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung organisierten Regelungen einerseits und die Regelungen zur Gewährung von Öko-Darlehen jeweils durch die "Société wallonne du Crédit social" und den "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" anderseits die Zulässigkeit und die Gewährungsbestimmungen der Öko-Prämien aufgrund von unterschiedlichen spezifischen Kriterien bestimmen;

Dass die sofortige Anpassung dieser miteinander konkurrierenden Kriterien unerlässlich ist, um jede Unterbrechung der Gewährung der Öko-Prämien und der Maßnahmen zur Unterstützung der rationellen Energienutzung zu vermeiden,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung von Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung wird Punkt 6° durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"6° "natürlicher Dämmstoff": Material, das für zumindest 85% aus Pflanzenfasern, Tierfasern oder Zellulose besteht;".

Art. 2 - In Artikel 6, § 1 wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Das in Absatz 2 erwähnte vorherige Energieaudit gilt als durchgeführt, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° der Antragsteller erfüllt die Bedingungen von Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 2. Juni 2006 zur Festlegung der Zielgruppe der Bedürftigsten des Fonds zur Senkung der Gesamtenergiekosten;

2° der Antragsteller hat Anspruch auf ein billiges Darlehen im Sinne von Artikel 6 des Verwaltungsvertrags, der die Anlage zum Königlichen Erlass vom 6. Juli 2009 zur Festlegung des Verwaltungsvertrags des Fonds zur Senkung der Gesamtenergiekosten bildet, das durch die in Artikel 2, 6° desselben Königlichen Erlasses erwähnte lokale Einrichtung gewährt wird;

3° das Gebäude ist Gegenstand einer vorherigen energetischen Bewertung durch die lokale Einrichtung, die die Rangordnung der Prioritäten in Sachen energieeinsparenden Arbeiten bestimmt."

Art. 3 - In Artikel 7, § 1, wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Das in Absatz 2 erwähnte vorherige Energieaudit gilt als durchgeführt, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° der Antragsteller erfüllt die Bedingungen von Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 2. Juni 2006 zur Festlegung der Zielgruppe der Bedürftigsten des Fonds zur Senkung der Gesamtenergiekosten;

2° der Antragsteller hat Anspruch auf ein billiges Darlehen im Sinne von Artikel 6 des Verwaltungsvertrags, der die Anlage zum Königlichen Erlass vom 6. Juli 2009 zur Festlegung des Verwaltungsvertrags des Fonds zur Senkung der Gesamtenergiekosten bildet, das durch die in Artikel 2, 6° desselben Königlichen Erlasses erwähnte lokale Einrichtung gewährt wird;

3° das Gebäude ist Gegenstand einer vorherigen energetischen Bewertung durch die lokale Einrichtung, die die Rangordnung der Prioritäten in Sachen energieeinsparenden Arbeiten bestimmt."

Art. 4 - In Artikel 9, § 1, Absatz 2 wird der Punkt 3° durch den folgenden Wortlaut ergänzt:

"oder ggf. einer Kopie der energetischen Bewertung oder eines von der lokalen Einrichtung erstellten Dokuments zur Bescheinigung, dass der Antragsteller zur in den Artikeln 6, § 1, Absatz 3, 3° und 7, § 1, Absatz 3, 3° erwähnten Zielgruppe gehört."

Art. 5 - In Art. 11 Abs. 1, 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Gegenstrom-" gestrichen.

Art. 6 - In Art. 12 § 3, 2° wird der Wortlaut "Gegenstrom-" gestrichen.

Art. 7 - Es wird ein Artikel 12/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 12/1 - § 1. Wenn das Datum der Empfangsbestätigung des Antrags auf eine Städtebaugenehmigung nach dem 31. August 2011 liegt, wird eine Prämie von 1.500 Euro bei dem Bau eines Einfamilienhauses gewährt, das den folgenden Kriterien entspricht:

1° der Ew-Wert des Einfamilienhauses beträgt höchsten 65;

2° der Wert der Gesamtwärmedämmung K des Einfamilienhauses beträgt höchsten 35;

3° die Belüftung des Einfamilienhauses entspricht der am Datum der Empfangsbestätigung des Antrags auf eine Städtebaugenehmigung geltenden Regelung.

§ 2. Der Betrag der in § 1 erwähnten Prämie wird um 110 Euro pro Ew-Wert-Einheit unter dem Ew-Wert 65 erhöht und darf 5.000 Euro pro Gebäude nicht überschreiten.

§ 3. Der Betrag der in § 2 erwähnten Prämie wird um 1.500 Euro erhöht, wenn der Antragsteller über die Bescheinigung zur "Erklärung der Eigenschaft eines Passivhauses" verfügt, die gemäß Artikel 3 des Gesetzes vom 27. April 2007 zur Einführung einer Steuerermäßigung für Passivhäuser ausgestellt wird, oder wenn das Einfamilienhaus die folgenden Bedingungen erfüllt:

1° die Luftdurchlässigkeit des Gebäudes wird mittels der Methode des Überdrucks mittels eines Gebläses getestet und die Lufterneuerung muss einen Wert $n50 < 0,6 \text{ h}^{-1}$ gemäß der Norm NBN EN 13829, durch die Anlagen 1 und 2 ergänzt, gemäß der Methode A, betragen;

2° das Einfamilienhaus ist mit einer Belüftung der Art "kontrolliertes mechanisches Belüftungssystem D" ausgerüstet, mit Rückgewinnung der Wärme mittels eines Wärmetauschers, der folgenden Kriterien entspricht:

a) das ganze, installierte Belüftungssystem des Einfamilienhauses entspricht der am Datum der Empfangsbestätigung betreffend den Antrag auf Städtebaugenehmigung geltenden Regelung;

b) der Wärmetauscher muss einen Mindestwirkungsgrad von 85 % gemäß der Norm NBN EN 308 aufweisen;

c) der Installateur muss an Ort und Stelle die einfließenden und ausfließenden Mengen der verschiedenen Belüftungsoffnungen messen, um eine angepasste Einstellung der Anlage zu gewährleisten;

3° der jährliche Heiz- und Kühlbedarf beträgt weniger als $15 \text{ kW}/\text{m}^2$ pro Jahr, berechnet nach dem PHPP-Rechnungsverfahren (Passivhaus Projektierungspaket) 2007 oder dem nachfolgenden Verfahren;

4° die Überhitzungszeit des Einfamilienhauses, so wie nach dem PHPP-Rechnungsverfahren 2007 oder dem nachfolgenden Verfahren berechnet, darf 5 % über 25° nicht überschreiten".

Art. 8 - Es wird ein Artikel 13/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 13/1 - § 1. Wenn das Datum der Empfangsbestätigung des Antrags auf Städtebaugenehmigung nach dem 31. August 2010 liegt, wird beim Bau eines Appartements eine Prämie von 500 Euro gewährt, wenn dieses die folgenden Kriterien erfüllt:

1° der Ew-Wert des Appartements beträgt höchstens 65;

2° der Wert der Gesamtwärmedämmung K des Gebäudes beträgt höchstens 35;

3° die Belüftung des Appartements entspricht der am Datum der Empfangsbestätigung betreffend den Antrag auf Städtebaugenehmigung geltenden Regelung.

§ 2. Der Betrag der in § 1 erwähnten Prämie wird um 50 Euro pro Ew-Wert-Einheit unter dem Ew-Wert 65 erhöht und darf 1.500 Euro pro Appartement nicht überschreiten.

§ 3. Der Betrag der in § 2 erwähnten Prämie wird um 500 Euro erhöht, wenn der Antragsteller über die Bescheinigung zur "Erklärung der Eigenschaft eines passiven Appartements" verfügt, die gemäß Artikel 3 des Gesetzes vom 27. April 2007 zur Einführung einer Steuerermäßigung für Passivhäuser ausgestellt wird, oder wenn das Appartement die folgenden Bedingungen erfüllt:

1° die Luftdurchlässigkeit des Appartements wird mittels der Methode des Überdrucks mittels eines Gebläses getestet und die Luftherneuerung muss einen Wert $n_{50} < 0,6 \text{ h}^{-1}$ gemäß der Norm NBN EN 13829, durch die Anlagen 1 und 2 ergänzt, gemäß der Methode A betragen;

2° der jährliche Heiz- und Kühlbedarf des Appartements beträgt weniger als 15 kWh/m^2 pro Jahr, berechnet nach dem PHPP-Rechnungsverfahren (Passivhaus Projektierungspaket) 2007 oder dem nachfolgenden Verfahren;

3° die Überhitzungszeit des Appartements, so wie nach dem PHPP-Rechnungsverfahren 2007 oder dem nachfolgenden Verfahren berechnet, darf 5% über 25° nicht überschreiten;

4° das Appartement ist mit einem Belüftungssystem mit "kontrolliertem mechanischem Belüftungssystem D" mit Rückgewinnung der Wärme ausgerüstet."

Art. 9. - Durch den vorliegenden Artikel wird der Artikel 13, § 6, Absatz 2 der Richtlinie 2009/28/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinien 2001/77/EG und 2003/30/EG teilweise umgesetzt.

In Artikel 21 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Der § 1, Absatz 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1. Durch den vorliegenden Artikel wird der Artikel 13, § 6, Absatz 2 der Richtlinie 2009/28/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinien 2001/77/EG und 2003/30/EG teilweise umgesetzt.

Eine Prämie wird für die Installierung eines Biomasseheizgeräts mit ausschließlich automatischer Beschickung gewährt, das den Definitionen, Anforderungen, Tests und Kennzeichnungen der Norm NBN EN 303-5 entspricht und dessen nach dieser Norm berechneter Wirkungsgrad höher als 85% ist.

2° Der § 1, Absatz 4 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Wenn mehrere Geräte an denselben Heizkreis angeschlossen sind, wird nur eine Prämie gewährt. Die Höhe der Prämie wird unter Berücksichtigung ihrer kumulierten Leistung berechnet."

Art. 10 - In Artikel 24 in fine wird der Wortlaut "zum Erzeugen von Brauchwarmwasser" durch den Wortlaut "zur ausschließlichen Bereitstellung von Brauchwarmwasser" ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 26, Absatz 2, wird Punkt 3° durch folgende Bestimmung ersetzt:

3° Bei der in Artikel 24 genannten Prämie:

a) entweder aus dem Prüfbericht, der durch ein Labor erstellt worden ist, das den allgemeinen, in der Norm NBN EN ISO/IEC 17025 für die Durchführung von Tests auf Wärmepumpen nach der bei der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 255-3 oder nach den Normen pr EN 15879-1 oder pr EN 15897-2 gemäß Punkt 3.b. der Anlage 3 vorgesehenen Anforderungen genügt;

b) oder in Ermangelung eines solchen Labors im Land, wo der Hersteller niedergelassen ist, aus einem Prüfbericht nach der bei der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 255-3, oder nach den Normen pr EN 15879-1 oder pr EN 15897-2 gemäß Punkt 3.b. der Anlage 3, der durch ein Labor erstellt worden ist, das den allgemeinen, in der Norm NBN EN ISO/IEC 17025 für die Durchführung von Tests auf anderen Anwendungen vorgesehenen Anforderungen genügt".

Art. 12 - In Artikel 27 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird der Wortlaut "die für das Heizen einer Wohnung bestimmt ist," durch den Wortlaut "als Hauptheizsystem einer Wohnung" ersetzt;

2° § 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 2. Wenn die Wärmepumpe den Anforderungen von § 1 entspricht und unter Einhaltung der in der Anlage 3 erwähnten Kriterien ebenfalls Brauchwarmwasser erzeugt, wird der in § 1 erwähnte Prämienbetrag um 750 Euro erhöht."

Art. 13. Artikel 28 wird aufgehoben.

Art. 14. In Artikel 30 wird § 1 durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1. Was die in Artikel 27 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereicht.

1° im Falle eines Prämienantrags für eine neue Wohnung im Sinne der Artikel 10 und 11: zum gleichen Zeitpunkt wie derjenige, zu dem die Akte des entsprechenden Prämienantrags einzureichen ist.

Die Antragsakte besteht:

a) aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

b) aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die getätigten Investitionen und Leistungen;

c) entweder aus dem Prüfbericht, der durch ein Labor erstellt worden ist, das den allgemeinen, in der Norm NBN EN ISO/IEC 17025 für die Durchführung von Tests auf Wärmepumpen nach der bei der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 14511 oder nach den Normen pr EN 15879-1 oder pr EN 15897-2 gemäß Punkt 2.b. der Anlage 3 vorgesehenen Anforderungen genügt;

d) oder in Ermangelung eines solchen Labors im Land, wo der Hersteller niedergelassen ist, aus einem Prüfbericht nach der bei der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 14511, oder nach den Normen pr EN 15879-1 oder pr EN 15897-2 gemäß Punkt 2.b. der Anlage 3, der durch ein Labor erstellt worden ist, das den allgemeinen, in der Norm NBN EN ISO/IEC 17025 für die Durchführung von Tests auf anderen Anwendungen vorgesehenen Anforderungen genügt.

Wenn die in Artikel 27, § 2 erwähnte Erhöhung der Prämie beantragt wird, muss der Prüfbericht erlauben, die Einhaltung der in Punkt 2.c der Anlage 3 bestimmten Bedingungen zu überprüfen;

2° in den anderen Fällen innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Endrechnung bezüglich der getätigten Investitionen und Leistungen läuft.

Die Antragsakte besteht:

a) aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

b) aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die getätigten Investitionen und Leistungen;

c) aus dem Formular zur Berechnung des angegebenen Koeffizienten K;

- d) aus einem Dokument, in dem alle Wände der Wärmeverlustfläche der Wohnung und die Berechnung der Koeffizienten U (oder k) beschrieben werden;
- e) aus einer Kopie der Pläne aller Ebenen und der Schnittzeichnungen der Wohnung;
- f) aus einer Notiz, in der das installierte Belüftungssystem beschrieben wird;
- g) entweder aus dem Prüfbericht, der durch ein Labor erstellt worden ist, das den allgemeinen, in der Norm NBN EN ISO/IEC 17025 für die Durchführung von Tests auf Wärmepumpen nach der bei der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 14511 oder nach den Normen pr EN 15879-1 oder pr EN 15897-2 gemäß Punkt 2.b. der Anlage 3 vorgesehenen Anforderungen genügt;
- h) oder in Ermangelung eines solchen Labors im Land, wo der Hersteller niedergelassen ist, aus einem Prüfbericht nach der bei der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 14511, oder nach den Normen pr EN 15879-1 oder pr EN 15897-2 gemäß Punkt 2.b. der Anlage 3, der durch ein Labor erstellt worden ist, das den allgemeinen, in der Norm NBN EN ISO/IEC 17025 für die Durchführung von Tests auf anderen Anwendungen vorgesehenen Anforderungen genügt.

Wenn die in Artikel 27, § 2 erwähnte Erhöhung der Prämie beantragt wird, muss der Prüfbericht erlauben, die Einhaltung der in Punkt 2.c. der Anlage 3 bestimmten Bedingungen zu überprüfen.”

Art. 15 - In Artikel 37, § 1 wird Punkt 4° durch die folgende Bestimmung ersetzt:

”4° das ganze installierte Belüftungssystem muss den Anforderungen von Anlage V des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 2008 zur Berechnungsmethode sowie zu Anforderungen, Genehmigungen und Sanktionen, die im Bereich der Energieeffizienz und des Innenraumklimas anzuwenden sind, genügen;”.

Art. 16 - Es wird ein Artikel 51/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. 51/1 - Die im vorliegenden Kapitel erwähnten Geräte müssen zum Heizen der Gebäude, in denen sie installiert sind, bestimmt werden.

Die Leistung der Anlagen muss durch den Heizbedarf der Gebäude begründet sein.”

Art. 17. Durch den vorliegenden Artikel wird der Artikel 13, § 6, Absatz 2 der Richtlinie 2009/28//EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. April 2009 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinien 2001/77/EG und 2003/30/EG teilweise umgesetzt.

In Artikel 53 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Der § 1, Absatz 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

”§ 1. Durch den vorliegenden Artikel wird der Artikel 13, § 6, Absatz 2 der Richtlinie 2009/28//EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinien 2001/77/EG und 2003/30/EG teilweise umgesetzt.

Eine Prämie wird für die Installierung in einer Wohnung eines Biomasseheizgeräts mit ausschließlich automatischer Beschickung gewährt, das den Definitionen, Anforderungen, Tests und Kennzeichnungen der Norm NBN EN 303-5 entspricht und dessen nach dieser Norm berechneter Wirkungsgrad höher als 85% ist. Kann das Gerät mit zwei verschiedenen Brennstoffen befeuert werden, so ist nur Erdgas erlaubt.”;

2° Der § 1, Absatz 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

”Wenn mehrere Geräte an denselben Heizkreis angeschlossen sind, wird nur eine Prämie gewährt. Die Höhe der Prämie wird unter Berücksichtigung ihrer kumulierten Leistung berechnet.”

Art. 18 - In Artikel 55 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird der Wortlaut ”zum Heizen einer Wohnung” durch den Wortlaut ”als Hauptheizsystem einer Wohnung” ersetzt;

2° § 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

”§ 2. Wenn die Wärmepumpe den Anforderungen von § 1 entspricht und unter Einhaltung der in der Anlage 3 erwähnten Kriterien ebenfalls Brauchwarmwasser erzeugt, wird der in § 1 erwähnte Prämienbetrag um 750 Euro erhöht.”

Art. 19 - Artikel 57 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

”Art. 57. Eine Prämie in Höhe von 750 Euro wird bei der Installation durch einen registrierten Unternehmer einer den in der Anlage 3 erwähnten Kriterien genügenden Wärmepumpe gewährt, die für die ausschließliche Bereitstellung von Brauchwarmwasser einer Wohnung eingesetzt wird.”

Art. 20 - Artikel 58 wird aufgehoben.

Art. 21 - In Artikel 60 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

Absatz 1 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

”Was die in den Artikeln 53, 55 und 57 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte von der ”Société wallonne du Logement” bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Genehmigung der Endabrechnung D.I. bezüglich der durchgeführten Arbeiten eingereicht.”;

2° in Absatz 2 wird Punkt 3° durch die folgende Bestimmung ersetzt:

”3° für die in Artikel 55 erwähnte Prämie:

a) entweder aus dem Prüfbericht, der durch ein Labor erstellt worden ist, das den allgemeinen, in der Norm NBN EN ISO/IEC 17025 für die Durchführung von Tests auf Wärmepumpen nach der bei der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 14511 oder nach den Normen pr EN 15879-1 oder pr EN 15897-2 gemäß Punkt 2.b. der Anlage 3 vorgesehenen Anforderungen genügt;

b) oder in Ermangelung eines solchen Labors im Land, wo der Hersteller niedergelassen ist, aus einem Prüfbericht nach der bei der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 14511, oder nach den Normen pr EN 15879-1 oder pr EN 15897-2 gemäß Punkt 2.b. der Anlage 3, der durch ein Labor erstellt worden ist, das den allgemeinen, in der Norm NBN EN ISO/IEC 17025 für die Durchführung von Tests auf anderen Anwendungen vorgesehenen Anforderungen genügt.

Wenn die in Artikel 55, § 2 erwähnte Erhöhung der Prämie beantragt wird, muss der Prüfbericht erlauben, die Einhaltung der in Punkt 2.c der Anlage 3 bestimmten Bedingungen zu überprüfen.”;

3° in Absatz 2 wird Punkt 4° durch die folgende Bestimmung ersetzt:

”4° für die in Artikel 57 erwähnte Prämie:

a) entweder aus dem Prüfbericht, der durch ein Labor erstellt worden ist, das den allgemeinen, in der Norm NBN EN ISO/IEC 17025 für die Durchführung von Tests auf Wärmepumpen nach der bei der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 255-3 oder nach den Normen pr EN 15879-1 oder pr EN 15897-2 gemäß Punkt 3.b. der Anlage 3 vorgesehenen Anforderungen genügt;

b) oder in Ermangelung eines solchen Labors im Land, wo der Hersteller niedergelassen ist, aus einem Prüfbericht nach der bei der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 255-3, oder nach den Normen pr EN 15879-1 oder pr EN 15897-2 gemäß Punkt 3.b. der Anlage 3, der durch ein Labor erstellt worden ist, das den allgemeinen, in der Norm NBN EN ISO/IEC 17025 für die Durchführung von Tests auf anderen Anwendungen vorgesehenen Anforderungen genügt."

Art. 22. Es wird ein Artikel 87/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 87/1 - Für die Behandlung der in den Artikeln 11, 13, § 3, 12/1, § 3, 13, § 3, und 13/1, § 3 wird die in Artikel 87, § 1, Absatz 2 erwähnte Frist auf 180 Tage verlängert".

Art. 23. In Artikel 90 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird Punkt 4° durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"4° - Öko-Prämien: die von der SWCS und dem FLW gewährten Prämien, gemäß den Bestimmungen von Artikel 90/1;"

2 Absatz 2 wird gestrichen.

Art. 24. Es wird ein Artikel 90/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 90/1 - Die zulässigen Prämien und ihre Gewährungsbedingungen werden wie folgt bestimmt:

1° was die von der SWCS gewährten Öko-Prämien betrifft:

a) für die Öko-Darlehen, deren Immatrikulationsdatum zwischen dem 1. Mai 2010 und dem 31. Dezember 2011 liegt, die in Titel II des vorliegenden Erlasses erwähnten Prämien bezüglich Investitionen, deren Datum der Endrechnung nach dem 30. April 2010 liegt, unter Einhaltung der Gewährungsbedingungen, die zum Zeitpunkt der Immatrikulation des Öko-Darlehens anwendbar waren. Die in den Artikeln 8, 10, 11, 12, 13, 14, 29, 31 und 32 erwähnten Prämien sind vom Genuss der Öko-Prämien ausgeschlossen;

b) für die Öko-Darlehen, deren Immatrikulationsdatum vor dem 1. Mai 2010 liegt:

- entweder die in Titel II des vorliegenden Erlasses erwähnten Prämien bezüglich Investitionen, deren Datum der Endrechnung zwischen dem 1. Mai 2010 und dem 31. Dezember 2011 liegt, unter Einhaltung der Gewährungsbedingungen, die am Datum der Endrechnung anwendbar sind. Die in den Artikeln 8, 10, 11, 12, 13, 14, 29, 31 und 32 erwähnten Prämien sind vom Genuss der Öko-Prämien ausgeschlossen;

- oder die Öko-Prämien im Sinne von Artikel 93/1 des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2007 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung, bezüglich Investitionen, deren Datum der Endrechnung in Abweichung von den Artikeln 95 und 95/1 des besagten Erlasses zwischen dem 1. Mai 2010 und dem 31. Dezember 2011 liegt. Diese Öko-Prämien entsprechen den am Datum der Immatrikulation des Öko-Darlehens anwendbaren Gewährungsbedingungen;

2° was die von dem FLW gewährten Öko-Prämien betrifft:

a) für die Öko-Darlehen, deren Datum des Gewährungsbeschlusses zwischen dem 1. Mai 2010 und dem 31. Dezember 2011 liegt, die in Titel II des vorliegenden Erlasses erwähnten Prämien bezüglich Investitionen, deren Datum der Endrechnung nach dem 30. April 2010 liegt, unter Einhaltung der Gewährungsbedingungen, die zum Zeitpunkt der Gewährung des Öko-Darlehens anwendbar waren. Die in den Artikeln 8, 10, 11, 12, 13, 14, 29, 31 und 32 erwähnten Prämien sind vom Genuss der Öko-Prämien ausgeschlossen;

b) für die Öko-Darlehen, deren Datum des Gewährungsbeschlusses vor dem 1. Mai 2010 liegt:

- entweder die in Titel II des vorliegenden Erlasses erwähnten Prämien bezüglich Investitionen, deren Datum der Endrechnung zwischen dem 1. Mai 2010 und dem 31. Dezember 2011 liegt, unter Einhaltung der Gewährungsbedingungen, die am Datum der Endrechnung anwendbar sind. Die in den Artikeln 8, 10, 11, 12, 13, 14, 29, 31 und 32 erwähnten Prämien sind vom Genuss der Öko-Prämien ausgeschlossen;

- oder die Öko-Prämien im Sinne von Artikel 93/1 des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2007 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung, bezüglich Investitionen, deren Datum der Endrechnung in Abweichung von den Artikeln 95 und 95/1 des besagten Erlasses zwischen dem 1. Mai 2010 und dem 31. Dezember 2011 liegt. Diese Öko-Prämien entsprechen den am Datum der Gewährung des Öko-Darlehens anwendbaren Gewährungsbedingungen.

Die Artikeln 91, 97, 98 und 99 des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2007 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung von Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung und die Artikeln 87, 97 und 98 des vorliegenden Erlasses finden keine Anwendung.

Für den Genuss der Öko-Prämien findet die in den Artikeln 6, § 1, Absatz 2, und 7, § 1, Absatz 2 von Titel II des vorliegenden Erlasses sowie in den Artikeln 6, § 2, und 7, § 2 von Titel II des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2007 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung von Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung erwähnte Pflicht eines vorherigen Energieaudits keine Anwendung und wird durch die vorherige energetische Bewertung, die jeweils in den Artikeln 8 und 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 zur Einführung der von der "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" gewährten Öko-Darlehen und in Artikel 8 der dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 zur Einführung der von der "Société wallonne du Crédit social" gewährten Öko-Darlehen beigefügten Regelung erwähnt wird, ersetzt.

Art. 25. Es wird ein Artikel 90/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 90/2 - Für die Gewährung der in den Artikeln 5, § 3 und § 4, 6, § 3, § 4 und § 5, und 7, § 3 und § 4 erwähnten Prämien:

1° was die von der SWCS gewährten Öko-Prämien betrifft:

In Abweichung von Artikel 1, 13° wird das Einkommen gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 zur Regelung der sozialen Hypothekendarlehen der "Société wallonne du Crédit social" und der "Guichets du Crédit social" berechnet;

2° was die von dem FLW gewährten Öko-Prämien betrifft:

In Abweichung von Artikel 1, 13°, 14° und 15° entspricht ein prekäres oder geringes Einkommen jeweils dem Einkommen der Kategorien II und I, die gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" berechnet werden.

Art. 26 - Die Anlage 3 wird durch die Anlage zum vorliegenden Erlass als integrierender Bestandteil des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung von Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung ersetzt.

Art. 27. - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2011 wirksam.

Was die Anwendung der Artikeln 9 und 17 betrifft, tritt der vorliegende Erlass jedoch am 1. Juni 2011 in Kraft.

Namur, den 18. Februar 2011

ANLAGE 3

ALLGEMEINES

1.a. Energiegewinnung.

Wenn die Betreibung dieser natürlichen Ressource der Gewährung einer Städtebau- und/oder Umweltgenehmigung unterliegt, muss der Beweis für die Annahme dieser Genehmigung(en) auf jeden Fall dem Prämienantrag beigelegt werden.

• Im Wasser:

Die Gewinnung kann entweder im Oberflächenwasser (Flüsse, Weiher, Seen,...) oder in tiefen Gewässern (Grundwasservorkommen, Brunnen, ...), auf "statische" oder "dynamische" Art erfolgen.

Dem Prämienantrag wird das Berechnungsblatt für das ganze System der Energieentnahme beigelegt.

- Im Falle einer "dynamischen" Gewinnung (durch Pumpen) enthält dies u.a. die Dimensionierung der etwaigen zwischenliegenden Wärmetauscher, die Abflussmengen von Flüssigkeiten, die Delta-Werte der Temperatur, die Leistung der Hilfsaggregate,....;

- Im Falle einer "statischen" Gewinnung (mittels eines versenkten Wärmetauschers) enthält dies u.a. die Dimensionierung des Wärmetauschers, des etwaigen künstlichen Beckens oder der natürlichen Quelle,....

• Im Boden:

Die Energiegewinnung wird man entweder mittels eines horizontal eingegrabenen Verdampfers oder mittels eines horizontal oder vertikal im Boden eingegrabenen Wärmetauschers mit Glycol-Wasser vornehmen können..

Dem Prämienantrag wird das Berechnungsblatt für das ganze System zur Entnahme von Energie beigelegt.

- Im Falle der Verwendung einer Zwischenflüssigkeit wie z.B. Glykol-Wasser handelt es sich entweder um die Dimensionierung des horizontal gelegten Wärmetauschers oder um die vertikale(n) Sonde(n). In der Note müssen die Abflussmenge der sekundären Flüssigkeit und die Leistung der Hilfsaggregate stehen.

- Im Falle eines horizontalen Verdampfers handelt es sich um dessen Dimensionierung.

Im Falle einer Gewinnung mittels einer vertikalen Sonde muss dem Formular für den Prämienantrag ein von der bzw. für die Bohrfirma erstellter Bericht über die geologische Analyse beigelegt werden.

• In der Außenluft:

Die Energie kann aus der Außenluft statisch bzw. dynamisch gewonnen werden.

Die Wärmepumpen, die die Außenluft als Energiequelle benutzen, können eventuell mit einem elektrischen Zusatz-Tauchsieder auf der Seite der Wärmeableitung ausgerüstet werden. Dieser muss unterhalb des Kondensators installiert werden.

Die Wärmepumpen für die Erzeugung von Brauchwarmwasser müssen tatsächlich unter den Temperaturverhältnissen funktionieren, die im vorliegenden Lastenheft festgelegt worden sind.

In allen Fällen muss der Verdampfer außerhalb des Gebäudes stehen.

Wenn der Verdampfer außerhalb des Gebäudes installiert ist, ist er jedoch mit dichten Hüllen versehen, um Außenluft anzusaugen und die angesaugte Luft außerhalb des Gebäudes abzuleiten.

Im Falle einer statischen Gewinnung muss die Wärmepumpe nicht mit einer Enteisungsvorrichtung ausgerüstet werden, aber der externe Wärmetauscher muss zwischen Osten und Westen in Richtung Süden orientiert sein, wobei für die Sonneneinstrahlung und die natürliche Luftzirkulation keine Hindernisse bestehen dürfen.

Auch in diesem Fall wird man dem Prämienantrag das Berechnungsblatt für die Dimensionierung des Systems zur Entnahme von Energie beifügen. Wird eine sekundäre Flüssigkeit verwendet, so sind die Abflussmenge und die Leistung der Hilfsaggregate anzugeben.

Die Wärmepumpe ist derart zu dimensionieren, dass sie die gesamten Wärmeverluste des Gebäudes für eine Temperatur der Außenluft deckt, die mindestens einen "Gleichgewichtspunkt" genannten Wert erreicht. Dieser Wert muss höchstens 2 °C betragen.

1.b. Zusätzliche Bestimmung

Die Anlage wird mit elektrischen Zwischenzählern versehen werden, die das Messen des für die Verwendung der Wärmepumpe und der Hilfsgeräte der Anlage verbrauchten Stroms ermöglichen (d.h. Umwälzpumpen, Tauchsieder sowie im Falle von Brauchwarmwassererzeugung, Zusatzsystem).

1. WÄRMEPUMPEN ZUR HEIZUNG EINER WOHNUNG

Die umkehrbaren Wärmepumpen, die das Kühlen der Gebäude ermöglichen, sind nicht prämienberechtigt.

2.a. Ableitung von Energie

- Ableitung in die Umgebungsluft:

Die Wärmepumpen, die Wärmeenergie in die Umgebungsluft ableiten, sind nicht prämienberechtigt.

- Ableitung mittels einer Wärmeträgerflüssigkeit oder des Wassers:

Die Räumlichkeiten können auf keinen Fall mittels Heizkörper oder Konvektoren geheizt werden. Nur die Boden- bzw. Wandheizung und die Benutzung von Niedertemperatur-Warmwasser-Fan-Coil-Geräten für die Räume, die keine Wohnräume sind, sind erlaubt.

Die Heizung eines Wohnraums ausschließlich durch ein nur strombetriebenes Wärmeerzeugungsgerät wird ausschließlich in den Badezimmern und Duschräumen genehmigt.

2.b. Mindestleistungen.

Um prämienberechtigt zu sein, muss die zum Heizen der Wohnung verwendete Wärmepumpe einem Mindestleistungskoeffizienten genügen, der je nach der eingesetzten Technologie variiert.

Die Leistungskoeffizienten der direkt durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN 14511 betroffenen Systeme werden gemäß der Spezifikationen Letzterer bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der kalten Quelle am Eingang des Verdampfers	T° der warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Außenluft dynamisch	Wasser	Trockene T°: 2°C Feuchte T°: 1°C	35°C	3.1
Grundwasser oder Oberflächenwasser	Wasser	10°C (*)	35°C	5.1
Wärmetauscher mit Glykol-Wasser (horizontal oder vertikal)	Wasser	0°C (*)	35°C	4.3

(*) Wenn ein Nebenkreislauf verwendet wird (zwischenliegender Wärmetauscher und Glykol-Wasser), handelt es sich um die Temperatur dieser Zwischenflüssigkeit am Eingang des Verdampfers.

Die Leistungskoeffizienten der Systeme, die nicht durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN 14511 betroffen sind, werden gemäß der in dieser vorgeschlagenen Methodologie unter Berücksichtigung der in folgender Tabelle stehenden Anforderungen bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	Temperatur der in Kontakt mit dem Wärmetauscher stehenden Luft	T° der warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Statische Außenluft	Wasser	Trockene T°: 2°C Feuchte T°: 1°C	35°C	3.1
Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der Flüssigkeit bei der Verdampfung	T° der Warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Gaswärmetauscher (Horizontal)	Wasser	- 5°C	35°C	4
	Gas	- 5°C	35°C	4

Jedoch ist es auch möglich, die Leistungskoeffizienten der Direktsysteme gemäß den Bestimmungen der zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm pr EN 15879-1 oder pr EN 15879-2 zu bestimmen, unter Berücksichtigung der in folgender Tabelle stehenden Anforderungen.

Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° des Bades bei der Verdampfung	T° der warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Gaswärmetauscher (Horizontal)	Wasser	4°C	35°C	4.3
	Gas	4°C	35°C	4.3

2.c. Kombinierte Verwendung für das Brauchwarmwasser.

Wenn die Wärmepumpe ebenfalls zum Heizen des Brauchwarmwassers benutzt wird, wird die Prämie erhöht, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- Die Wärmepumpe hält die oben zum Heizen der Wohnung bestimmten Mindestkriterien ein.
- Der Warmwasserspeicher hat eine Mindestkapazität von 150 l. Der Wasserspeicher wird senkrecht aufgestellt und das Verhältnis Höhe/Durchmesser beträgt mindestens 2, um eine korrekte Wasserschichtung zu ermöglichen;
- Das System wird die Vorbeugung gegen das Risiko der Legionärskrankheit ermöglichen und wird mit dem üblichen Sicherheitsaggregat versehen sein.
- Für die Wärmepumpen dynamische Luft/Wasser muss das Funktionieren der Wärmepumpe für eine Temperatur der Außenluft bis 2°C garantiert sein.
- Die Leistungskoeffizienten der direkt durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN 14511 betroffenen Systeme werden gemäß der Spezifikationen Letzterer bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der kalten Quelle am Eingang des Verdampfers	T° der warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Außenluft dynamisch	Wasser	Trockene T°: 2°C Feuchte T°: 1°C	45°C	2.6
Grundwasser oder Oberflächenwasser	Wasser	10°C (*)	45°C	4.2
Wärmetauscher mit Glykol-Wasser (horizontal oder vertikal)	Wasser	0°C (*)	45°C	3.5

(*) Wenn ein Nebenkreislauf verwendet wird (zwischenliegender Wärmetauscher und Glykol-Wasser), handelt es sich um die Temperatur dieser Zwischenflüssigkeit am Eingang des Verdampfers.

- Die Leistungskoeffizienten der Systeme, die nicht durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN 14511 betroffen sind, werden gemäß der in dieser vorgeschlagenen Methodologie unter Berücksichtigung der in folgender Tabelle stehenden Anforderungen bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	Temperatur der in Kontakt mit dem Wärmetauscher stehenden Luft	T° der warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Statische Außenluft	Wasser	Trockene T°: 2°C Feuchte T°: 1°C	45°C	2.6
Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der Flüssigkeit bei der Verdampfung	T° der Warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Gaswärmetauscher (Horizontal)	Wasser	- 5°C	45°C	3
	Gas	- 5°C	45°C	3

Jedoch ist es auch möglich, die Leistungskoeffizienten der Direktsysteme gemäß den Bestimmungen der zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm pr EN 15879-1 oder pr EN 15879-2 zu bestimmen, unter Berücksichtigung der in folgender Tabelle stehenden Anforderungen.

Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° des Bades bei der Verdampfung	T° der Warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Gaswärmetauscher (Horizontal)	Wasser	4°C	45°C	3.5
	Gas	4°C	45°C	3.5

3. WÄRMEPUMPE FÜR DIE BRAUCHWASSERBEREITUNG (WP/BWB)

3.a. Ableitung von Energie

Der Warmwasserspeicher hat eine Mindestkapazität von 150 l. Der Wasserspeicher wird senkrecht aufgestellt und das Verhältnis Höhe/Durchmesser beträgt mindestens 2, um eine korrekte Wässerschichtung zu ermöglichen.

Das System wird die Vorbeugung gegen das Risiko der Legionärskrankheit ermöglichen und wird mit dem üblichen Sicherheitsaggregat versehen sein.

3.b. Mindestleistungen.

Für die Wärmepumpen dynamische Luft/Wasser muss das Funktionieren der Wärmepumpe für eine Temperatur der Außenluft bis 2°C garantiert sein.

Um prämienberechtigt zu sein, muss die zum Heizen des Brauchwassers verwendete Wärmepumpe einem Mindestleistungskoeffizienten genügen, der je nach der eingesetzten Technologie variiert.

Die Leistungskoeffizienten der direkt durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 255-3 betroffenen Systeme werden gemäß der Spezifikationen Letzterer bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der kalten Quelle am Eingang des Verdampfers	T° warme Quelle	Mindestleistungskoeffizient
Außenluft dynamisch	Wasser	Trockene T°: 2°C Feuchte T°: 1°C	Erhöhung der Temperatur von 15°C auf 45°C	2.6
Grundwasser oder Oberflächenwasser	Wasser	10°C (*)	Erhöhung der Temperatur von 15°C auf 45°C	4.2
Wärmetauscher mit Glykol-Wasser (horizontal oder vertikal)	Wasser	0°C (*)	Erhöhung der Temperatur von 15°C auf 45°C	3.5

(*) Wenn ein Nebenkreislauf verwendet wird (zwischenliegender Wärmetauscher und Glykol-Wasser), handelt es sich um die Temperatur dieser Zwischenflüssigkeit am Eingang des Verdampfers.

Die Leistungskoeffizienten der Systeme, die nicht durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN 255-3 betroffen sind, werden gemäß der in dieser vorgeschlagenen Methodologie unter Berücksichtigung der in folgender Tabelle stehenden Anforderungen bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizientensind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	Temperatur der in Kontakt mit dem Wärmetauscher stehenden Luft	T° warme Quelle	Mindestleistungskoeffizient
Statische Außenluft	Wasser	Trockene T°: 2°C Feuchte T°: 1°C	Erhöhung der Temperatur von 15°C auf 45°C	2.6
Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der Flüssigkeit bei der Verdampfung	T° warme Quelle	Mindestleistungskoeffizient
Gaswärmetauscher (Horizontal)	Wasser	- 5°C	Erhöhung der Temperatur von 15°C auf 45°C	3
	Gas	- 5°C	Erhöhung der Temperatur von 15°C auf 45°C	3

Jedoch ist es auch möglich, die Leistungskoeffizienten der Direktsysteme gemäß den Bestimmungen der zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm pr EN 15879-1 oder pr EN 15879-2 zu bestimmen, unter Berücksichtigung der in folgender Tabelle stehenden Anforderungen.

Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° des Bades bei der Verdampfung	T° warme Quelle	Mindestleistungskoeffizient
Gaswärmetauscher (Horizontal)	Wasser	4°C	Erhöhung der Temperatur von 15°C auf 45°C	3.5
	Gas	4°C	Erhöhung der Temperatur von 15°C auf 45°C	3.5

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 18. Februar 2011

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDS DIENST

N. 2011 — 991

[2011/201691]

18 FEBRUARI 2011. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 51bis, eerste lid, 2°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 25bis;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, inzonderheid op artikel 29bis;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 december 2007 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 tot invoering van de ecoleningen toegekend door de "Société wallonne de Crédit social" (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 tot invoering van de ecoleningen toegekend door het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië);

Gelet op het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 december 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 februari 2011;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de juridische stelsels georganiseerd respectievelijk, enerzijds, bij de ministeriële besluiten van 20 december 2007 en 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik en, anderzijds, de juridische stelsels houdende regeling van eco-leningen respectievelijk door de "Société wallonne de Crédit social" (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet) en door het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië), bepalen de in aanmerking neming en de toekenningsvooraarden van de ecopremies krachtens verschillende specifieke criteria;

Overwegende dat de onmiddellijke aanpassing van deze concurrerende criteria onontbeerlijk is om elke discontinuïteit in de toekenning van ecopremies en in de steunmaatregelen voor het rationeel energiegebruik te voorkomen,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik, wordt 6° vervangen door de volgende bepaling :

“6° “natuurlijk isolatiemateriaal”: materiaal dat voor minstens 85 % uit plantaardige, dierlijke of cellulosevezels bestaat.”.

Art. 2. In artikel 6, § 1, wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

“De voorafgaande energieaudit bedoeld in het tweede lid wordt geacht te zijn verricht wanneer wordt voldaan aan de volgende voorwaarden :

1° de aanvrager voldoet aan de voorwaarden van artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 juni 2006 houdende de definitie van de doelgroep van de meest behoefteling van het Fonds ter reductie van de globale energiekost;

2° de aanvrager komt in aanmerking voor een goedkope lening bedoeld in artikel 6 van de beheersovereenkomst die de bijlage vormt van het koninklijk besluit van 6 juli 2009 tot vaststelling van het beheerscontract van het “Fonds ter reductie van de globale energiekost”, toegekend door het plaatselijk bestuur bedoeld in artikel 2, 6°, van hetzelfde koninklijk besluit;

3° het gebouw heeft het voorwerp uitgemaakt van een voorafgaande energieaudit door het plaatselijk bestuur, waarbij de hiërarchie van de prioriteiten inzake energiebesparende werkzaamheden wordt vastgesteld.”.

Art. 3. In artikel 7, § 1, wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

“ De voorafgaande energieaudit bedoeld in het tweede lid wordt geacht te zijn verricht wanneer wordt voldaan aan de volgende voorwaarden :

1° de aanvrager voldoet aan de voorwaarden van artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 juni 2006 houdende de definitie van de doelgroep van de meest behoefteling van het Fonds ter reductie van de globale energiekost;

2° de aanvrager komt in aanmerking voor een goedkope lening bedoeld in artikel 6 van de beheersovereenkomst die de bijlage vormt van het koninklijk besluit van 6 juli 2009 tot vaststelling van het beheerscontract van het “Fonds ter reductie van de globale energiekost”, toegekend door het plaatselijk bestuur bedoeld in artikel 2, 6°, van hetzelfde koninklijk besluit;

3° het gebouw heeft het voorwerp uitgemaakt van een voorafgaande energieaudit door het plaatselijk bestuur, waarbij de hiërarchie van de prioriteiten inzake energiebesparende werkzaamheden wordt vastgesteld.”.

Art. 4. In artikel 9, § 1, tweede lid, wordt 3° aangevuld als volgt :

“ of, in voorkomend geval, een afschrift van de energieaudit en van een document opgesteld door het plaatselijk bestuur waaruit blijkt dat de aanvrager tot de doelgroep bedoeld in de artikelen 6, § 1, derde lid, 3°, en 7, § 1, derde lid, 3°, behoort.”.

Art. 5. In artikel 11, eerste lid, 2°, van hetzelfde besluit, worden de woorden “ tegen de stroom in ” geschrapt.

Art. 6. In artikel 12, § 3, 2°, worden de woorden “ tegen de stroom in ” geschrapt.

Art. 7. Er wordt een artikel 12/1bis ingevoegd, luidend als volgt :

“ Art. 12/1. § 1. Wanneer de datum van ontvangst van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag na 31 augustus 2011 valt, wordt een premie van 1.500 euro toegekend voor de bouw van een eengezinswoning die voldoet aan de volgende criteria :

1° het Ew-peil van de eengezinswoning is gelijk aan 65 of minder;

2° het globale thermische isolatienniveau K van de eengezinswoning is gelijk aan 35 of minder;

3° de ventilatie van de eengezinswoning voldoet aan de regelgeving van kracht op de datum van het bericht van ontvangst van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag.

§ 2. Het bedrag van de premie bedoeld in § 1 wordt verhoogd met 110 euro per eenheid Ew-peil onder het peil Ew 65 en mag niet hoger zijn dan 5.000 euro per gebouw.

§ 3. Het bedrag van de premie bedoeld in § 2 wordt verhoogd met 1.500 euro wanneer de aanvrager over het certificaat “ déclaration de qualité de maison passive ” beschikt, afgegeven overeenkomstig artikel 3 van de wet van 27 april 2007 tot invoering van een belastingvermindering voor passiefhuizen, of wanneer de eengezinswoning voldoet aan de volgende eisen :

1° de luchtdoorlatendheid van het gebouw wordt getest d.m.v. de techniek van de luchtdrukregeling per ventilator en het luchtverversingspercentage gelijk moet zijn aan $n_{50} < 0,6 \text{ h}^{-1}$ overeenkomstig de norm NBN EN 13829, aangevuld met de bijlagen 1 en 2, volgens de methode A;

2° de eengezinswoning is uitgerust met een ventilatie van het type “mechanisch verluchtingsstelsel controle D” met warmteterugwinning d.m.v. een warmtewisselaar die voldoet aan de volgende criteria :

a) het geheel van het geïnstalleerde ventilatiesysteem voldoet aan de regelgeving van kracht op de datum van het bericht van ontvangst van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag;

b) de warmtewisselaar heeft een minimumrendement van 85 % volgens de norm NBN EN 308;

c) de installateur meet ter plaatse de debieten bij de uit- en ingang van de verschillende ventilatieopeningen om de installatie bij te stellen zoals het past;

3° de jaarlijkse warmte- en koelingsvraag is kleiner dan 15 kWu/m^2 per jaar berekend volgens de berekeningsmethode PHPP (Passivhaus Projektierungs Paket) 2007 of volgende;

4° de oververhittingstijd van de eengezinswoning, zoals berekend volgens de berekeningsmethode PHPP 2007 of volgende, boven 25° , mag niet 5 % overschrijden.”.

Art. 8. Er wordt een artikel 13/1bis ingevoegd, luidend als volgt :

" Art. 13/1. § 1. Wanneer de datum van bericht van ontvangst van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag na 31 augustus 2010 valt, wordt een premie van 500 euro toegekend voor de bouw van een appartement dat voldoet aan de volgende criteria :

1° het Ew-peil van het appartement is gelijk aan 65 of minder;

2° het globale thermische isolatienniveau K van het gebouw is gelijk aan 35 of minder;

3° de ventilatie van het appartement voldoet aan de regelgeving van kracht op de datum van het bericht van ontvangst van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag.

§ 2. Het bedrag van de premie bedoeld in § 1 wordt verhoogd met 50 euro per eenheid Ew-peil onder het peil EW 65 en mag niet hoger zijn dan 1.500 euro per appartement.

§ 3. Het bedrag van de premie bedoeld in § 2 wordt verhoogd met 500 euro wanneer de aanvrager over het certificaat " déclaration de qualité d'appartement passif " beschikt, afgegeven overeenkomstig artikel 3 van de wet van 27 april 2007 tot invoering van een belastingvermindering voor passiefhuizen, of wanneer het appartement voldoet aan de volgende eisen :

1° de luchtdoorlatendheid van het appartement wordt getest d.m.v. de techniek van de luchtdrukregeling per ventilator en het luchtverversingspercentage gelijk moet zijn aan $n_{50} < 0,6 \text{ h}^{-1}$ overeenkomstig de norm NBN EN 13829, aangevuld met de bijlagen 1 en 2, volgens de methode A;

2° de jaarlijkse warmte- en koelingsvraag van het appartement is kleiner dan 15 kWU/m^2 per jaar berekend volgens de berekeningsmethode PHPP (Passivhaus Projektierungs Paket) 2007 of volgende;

3° de oververhittingstijd van het appartement, zoals berekend volgens de berekeningsmethode PHPP 2007 of volgende, boven 25° , mag niet 5 % overschrijden;

4° het appartement is uitgerust met een ventilatie van het type " mechanisch verluchtingsstelsel controle D " met warmteterugwinning. "

Art. 9. Artikel 13, § 6, tweede lid, van Richtlijn 2009/28/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en houdende wijziging en intrekking van de Richtlijnen 2001/77/EG en Richtlijn 2003/30/EG, wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

In artikel 21, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

" § 1. Artikel 13, § 6, tweede lid, van Richtlijn 2009/28/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en houdende wijziging en intrekking van de Richtlijnen 2001/77/EG en 2003/30/EG, wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

Er wordt een premie toegekend bij de installatie van een biomassa verwarmingsketel met uitsluitend automatische voeding die voldoet aan de definities, vereisten, beproefingsmethoden en etikettering van de norm NBN EN 303-5, en waarvan het rendement, berekend volgens deze norm, hoger is dan 85 %. ";

2° § 1, vierde lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

" Als verschillende toestellen op hetzelfde verwarmingscircuit aangesloten zijn, wordt één enkele premie toegekend. Het bedrag van de premie wordt berekend naar gelang van het gecumuleerde vermogen. ".

Art. 10. In artikel 24, in fine, worden de woorden " voor de productie van sanitair warmwater " vervangen door de woorden " uitsluitend voor de productie van sanitair warmwater ".

Art. 11. In artikel 26, tweede lid, wordt 3° vervangen door de volgende bepaling :

" 3° wat betreft de premie bedoeld in artikel 24 :

a) hetzij het verslag betreffende de test uitgevoerd door een laboratorium overeenkomstig de algemene eisen bepaald bij de norm NBN EN ISO/IEC 17025 voor de uitvoering van tests op warmtepompen volgens de norm NBN EN 255-3 van kracht bij de uitvoering van de test, of volgens de normen pr EN 15879-1 of pr 15897-2, overeenkomstig punt 3.b. van bijlage 3;

b) hetzij, bij gebrek aan dergelijk laboratorium in het land waar de fabrikant gevestigd is, een testverslag volgens de norm NBN EN 255-3 van kracht bij de uitvoering van de test, of volgens de normen pr EN 15879-1 of pr EN 15897-2, overeenkomstig punt 3.b. van bijlage 3, uitgevoerd door een laboratorium dat voldoet aan de algemene eisen bepaald bij de norm NBN EN ISO/IEC 17025 voor de uitvoering van tests op andere toepassingen. ".

Art. 12. In artikel 27, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, worden de woorden " voor de verwarming van een woning " vervangen door de woorden " als hoofdverwarming van een woning ";

2° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

" § 2. Als de warmtepomp aan de eisen van § 1 voldoet en sanitair warmwater ook produceert, in de naleving van de criteria bedoeld in bijlage 3, wordt het bedrag van de premie bedoeld in § 1 verhoogd met 750 euro. ".

Art. 13. Artikel 28 wordt opgeheven.

Art. 14. In artikel 30, wordt § 1 vervangen door de volgende bepaling :

" § 1. Wat betreft de premie bedoeld in artikel 27, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht :

1° in het geval van een premieaanvraag voor een nieuwe woning in de zin van de artikelen 10 en 11, gelijktijdig op de datum waarop het overeenstemmend premieaanvraagdossier ingediend moet worden.

Het aanvraagdossier bevat :

a) het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

b) het originele of een afschrift van de factuur voor de verrichte investeringen en prestaties;

c) hetzij het verslag betreffende de test uitgevoerd door een laboratorium overeenkomstig de algemene eisen bepaald bij de norm NBN EN ISO/IEC 17025 voor de uitvoering van tests op warmtepompen volgens de norm NBN EN 14511 van kracht bij de uitvoering van de test, of volgens de normen pr EN 15879-1 of pr 15897-2, overeenkomstig punt 2.b. van bijlage 3;

d) hetzij, bij gebrek aan dergelijk laboratorium in het land waar de fabrikant gevestigd is, een testverslag volgens de norm NBN EN 14511 van kracht bij de uitvoering van de test, of volgens de normen pr EN 15879-1 of pr EN 15897-2, overeenkomstig punt 2.b. van bijlage 3, uitgevoerd door een laboratorium dat voldoet aan de algemene eisen bepaald bij de norm NBN EN ISO/IEC 17025 voor de uitvoering van tests op andere toepassingen.

Wanneer de verhoging van premie bedoeld in artikel 27, § 2, wordt aangevraagd, biedt het testverslag de mogelijkheid om de naleving van de in punt 2.c. van bijlage 3 vastgestelde voorwaarden na te gaan;

2° in de overige gevallen, binnen een termijn van vier maanden die ingaat op de datum van de slotfactuur betreffende de verrichte investeringen en prestaties.

Het aanvraagdossier bevat :

- a) het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;
- b) het originele of een afschrift van de factuur voor de verrichte investeringen en prestaties;
- c) het formulier voor de berekening van de aangegeven coëfficiënt K;
- d) een document met de beschrijving van alle wanden van de thermisch verliesoppervlakte van de woning en de berekening van de coëfficiënten U (of k);
- e) een afschrift van de plannen van alle niveaus en van de dwarsdoorsneden van de woning;
- f) een nota waarin het geïnstalleerde ventilatiesysteem beschreven wordt;
- g) hetzij het verslag betreffende de test uitgevoerd door een laboratorium overeenkomstig de algemene eisen bepaald bij de norm NBN EN ISO/IEC 17025 voor de uitvoering van tests op warmtepompen volgens de norm NBN EN 14511 van kracht bij de uitvoering van de test, of volgens de normen pr EN 15879-1 of pr 15897-2, overeenkomstig punt 2.b. van bijlage 3;
- h) hetzij, bij gebrek aan dergelijk laboratorium in het land waar de fabrikant gevestigd is, een testverslag volgens de norm NBN EN 14511 van kracht bij de uitvoering van de test, of volgens de normen pr EN 15879-1 of pr 15897-2, overeenkomstig punt 2.b. van bijlage 3, uitgevoerd door een laboratorium dat voldoet aan de algemene eisen bepaald bij de norm NBN EN ISO/IEC 17025 voor de uitvoering van tests op andere toepassingen.

Wanneer de verhoging van premie bedoeld in artikel 27, § 2, wordt aangevraagd, biedt het testverslag de mogelijkheid om de naleving van de in punt 2.c. van bijlage 3 vastgestelde voorwaarden na te gaan.”

Art. 15. In artikel 37, § 1, wordt 4° vervangen door de volgende bepaling :

” 4° het geheel van het geïnstalleerde ventilatiesysteem moet voldoen aan de eisen van bijlage V van het besluit van de Waalse Regering van 17 april 2008 tot vaststelling van de berekeningsmethode en de eisen, de goedkeuringen en de sancties op het vlak van de energieprestaties en het binnenklimaat van gebouwen; ”.

Art. 16. Er wordt een artikel 51/1 ingevoegd, luidend als volgt :

” Art. 51/1. De toestellen bedoeld in dit hoofdstuk zijn bestemd voor de verwarming van de gebouwen waarin ze geïnstalleerd worden.

Het vermogen van de installaties wordt gerechtvaardigd door de verwarmingsbehoeften van de gebouwen. ”.

Art. 17. Artikel 13, § 6, tweede lid, van Richtlijn 2009/28/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en houdende wijziging en intrekking van de Richtlijnen 2001/77/EG en Richtlijn 2003/30/EG, wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

In artikel 53, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

” § 1. Artikel 13, § 6, tweede lid, van Richtlijn 2009/28/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en houdende wijziging en intrekking van de Richtlijnen 2001/77/EG en 2003/30/EG, wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

Er wordt een premie toegekend bij de installatie, in een woning, van een biomassa verwarmingsketel met uitsluitend automatische voeding die voldoet aan de definities, vereisten, beproefingsmethoden en etikettering van de norm NBN EN 303-5, en waarvan het rendement, berekend volgens deze norm, hoger is dan 85 %. Indien het gaat om een ketel met bi-verbranding, wordt uitsluitend aardgas toegelaten.”;

2° § 1, derde lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

” Als verschillende toestellen op hetzelfde verwarmingscircuit aangesloten zijn, wordt één enkele premie toegekend. Het bedrag van de premie wordt berekend naar gelang van het gecumuleerde vermogen.”

Art. 18. In artikel 55, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, worden de woorden ” voor de verwarming van een woning ” vervangen door de woorden ” als hoofdverwarming van een woning ”;

2° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

” § 2. Als de warmtepomp aan de eisen van § 1 voldoet en sanitair warmwater ook produceert, in de naleving van de criteria bedoeld in bijlage 3, wordt het bedrag van de premie bedoeld in § 1 verhoogd met 750 euro. ”.

Art. 19. Artikel 57 wordt vervangen door de volgende bepaling :

” Art. 57. Er wordt een premie van 750 euro toegekend voor de installatie, door een geregistreerde aannemer, van een warmtepomp voor de exclusieve verwarming van het sanitaire warmwater van een woning, die voldoet aan de criteria bedoeld in bijlage 3. ”.

Art. 20. Artikel 58 wordt opgeheven.

Art. 21. In artikel 60, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

” Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 53, 55 en 57, wordt het dossier door de ” Société wallonne du Logement ” (Waalse Huisvestingsmaatschappij) aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van goedkeuring van de eindrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken.”;

2° in het tweede lid, wordt 3° vervangen door de volgende bepaling :

” 3° voor de premie bedoeld in artikel 55 :

a) hetzij het verslag betreffende de test uitgevoerd door een laboratorium overeenkomstig de algemene eisen bepaald bij de norm NBN EN ISO/IEC 17025 voor de uitvoering van tests op warmtepompen volgens de norm NBN EN 14511 van kracht bij de uitvoering van de test, of volgens de normen pr EN 15879-1 of pr 15897-2, overeenkomstig punt 2.b. van bijlage 3;

b) hetzij, bij gebrek aan dergelijk laboratorium in het land waar de fabrikant gevestigd is, een testverslag volgens de norm NBN EN 14511 van kracht bij de uitvoering van de test, of volgens de normen pr EN 15879-1 of pr 15897-2, overeenkomstig punt 2.b. van bijlage 3, uitgevoerd door een laboratorium dat voldoet aan de algemene eisen bepaald bij de norm NBN EN ISO/IEC 17025 voor de uitvoering van tests op andere toepassingen.

Wanneer de verhoging van premie bedoeld in artikel 55, § 2, wordt aangevraagd, biedt het testverslag de mogelijkheid om de naleving van de in punt 2.c. van bijlage 3 vastgestelde voorwaarden na te gaan.”;

3° in het tweede lid, wordt 4° vervangen door de volgende bepaling :

” 4° voor de premie bedoeld in artikel 57 :

a) hetzij het verslag betreffende de test uitgevoerd door een laboratorium overeenkomstig de algemene eisen bepaald bij de norm NBN EN ISO/IEC 17025 voor de uitvoering van tests op warmtepompen volgens de norm NBN EN 255-3 van kracht bij de uitvoering van de test, of volgens de normen pr EN 15879-1 of pr 15897-2, overeenkomstig punt 3.b. van bijlage 3;

b) hetzij, bij gebrek aan dergelijk laboratorium in het land waar de fabrikant gevestigd is, een testverslag volgens de norm NBN EN 255-3 van kracht bij de uitvoering van de test, of volgens de normen pr EN 15879-1 of pr EN 15897-2, overeenkomstig punt 3.b. van bijlage 3, uitgevoerd door een laboratorium dat voldoet aan de algemene eisen bepaald bij de norm NBN EN ISO/IEC 17025 voor de uitvoering van tests op andere toepassingen.”.

Art. 22. Er wordt een artikel 87/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“ Art. 87/1. Voor de behandeling van de premieaanvragen bedoeld in de artikelen 11, 13, § 3, 12/1, § 3, 13, § 3, en 13/1, § 3, wordt de termijn van zeventig dagen bedoeld in artikel 87, § 1, tweede lid, op 180 dagen gebracht.”.

Art. 23. In artikel 90, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, wordt 4° vervangen door de volgende bepaling :

” 4° ecopremies : de door de ” SWCS ” en het ” FLW ” toegekende premies, overeenkomstig de bepalingen van artikel 90/1.”;

2° het tweede lid wordt geschrapt.

Art. 24. Er wordt een artikel 90/1 ingevoegd, luidend als volgt :

” Art. 90/1. De in aanmerking komende premies en hun toekenningsvoorwaarden worden bepaald :

1° wat betreft de door de ” SWCS ” toegekende ecopremies :

voor de ecoleningen waarvan de registratiedatum tussen 1 mei 2010 en 31 december 2011 ligt, de premies bedoeld in Titel II van dit besluit, betreffende investeringen waarvan de datum van de slotfactuur na 30 april 2010 valt, met inachtneming van de toekenningsvoorwaarden die van toepassing zijn op de registratiedatum van de ecolening. De premies bedoeld in de artikelen 8, 10, 11, 12, 13, 14, 29, 31 en 32 worden uitgesloten van het genot van de ecoleningen;

b) voor de ecoleningen waarvan de registratiedatum vóór 1 mei 2010 valt :

- hetzij de premies bedoeld in Titel II van dit besluit, betreffende investeringen waarvan de datum van de slotfactuur tussen 1 mei 2010 en 31 december 2011 valt, met inachtneming van de toekenningsvoorwaarden die van toepassing zijn op de datum van de slotfactuur. De premies bedoeld in de artikelen 8, 10, 11, 12, 13, 14, 29, 31 en 32 worden uitgesloten van het genot van de ecoleningen;

- hetzij de ecopremies zoals bedoeld in artikel 93/1 van het ministerieel besluit van 20 december 2007 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik, en betreffende investeringen waarvan de datum van de slotfactuur, in afwijking van de artikelen 95 en 95/1 van genoemd besluit, tussen 1 mei 2010 en 31 december 2011 ligt. Deze ecopremies stemmen overeen met de toekenningsvoorwaarden die van toepassing zijn op de registratiedatum van de ecolening;

2° wat betreft de door het ” FLW ” toegekende ecopremies :

a) voor de ecoleningen waarvan de datum van de beslissing tot toekenning tussen 1 mei 2010 en 31 december 2011 ligt, de premies bedoeld in Titel II van dit besluit, betreffende investeringen waarvan de datum van de slotfactuur na 30 april 2010 valt, met inachtneming van de toekenningsvoorwaarden die van toepassing zijn op de datum van toekenning van de ecolening. De premies bedoeld in de artikelen 8, 10, 11, 12, 13, 14, 29, 31 en 32 worden uitgesloten van het genot van de ecoleningen;

b) voor de ecoleningen waarvan de datum van de beslissing tot toekenning vóór 1 mei 2010 valt :

- hetzij de premies bedoeld in Titel II van dit besluit, betreffende investeringen waarvan de datum van de slotfactuur tussen 1 mei 2010 en 31 december 2011 valt, met inachtneming van de toekenningsvoorwaarden die van toepassing zijn op de datum van de slotfactuur. De premies bedoeld in de artikelen 8, 10, 11, 12, 13, 14, 29, 31 en 32 worden uitgesloten van het genot van de ecoleningen;

- hetzij de ecopremies zoals bedoeld in artikel 93/1 van het ministerieel besluit van 20 december 2007 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik, en betreffende investeringen waarvan de datum van de slotfactuur, in afwijking van de artikelen 95 en 95/1 van genoemd besluit, tussen 1 mei 2010 en 31 december 2011 ligt. Deze ecopremies stemmen overeen met de toekenningsvoorwaarden die van toepassing zijn op de toekenningsdatum van de ecolening.

De artikelen 91, 97, 98 en 99 van het ministerieel besluit van 20 december 2007 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik, en de artikelen 87, 97 en 98 van dit besluit zijn niet van toepassing.

De voorwaarde van een voorafgaande energieaudit, waarvan sprake in de artikelen 6, § 1, tweede lid, en 7, § 1, tweede lid, van Titel II van dit besluit alsook in de artikelen 6, § 2, en 7, § 2, van Titel II van het ministerieel besluit van 20 december 2007 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik is niet toepasselijk wat het genot van de ecopremies betreft, en wordt vervangen door de voorafgaande energieaudit bedoeld respectievelijk in de artikelen 8 en 15 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 tot invoering van de ecoleningen toegekend door het ” Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie ” (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië), en in artikel 8 van het reglement gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 tot invoering van de ecoleningen toegekend door de ” Société wallonne du Crédit social ” (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet). ”.

Art. 25. Er wordt een artikel 90/2 ingevoegd, luidend als volgt :

” Art. 90/2. Voor de toekenning van de verhogingen van de premies bedoeld in de artikelen 5, § 3 en § 4, 6, § 3, § 4 en § 5, en 7, § 3 en § 4 :

1° wat betreft de door de ” SWCS ” toegekende ecopremies :

In afwijking van artikel 1, 13°, worden de inkomens berekend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 houdende het reglement van de hypothecaire leningen van de ” Société wallonne du Crédit social ” (Waalse Maatschappij voor Social Krediet) en de ” Guichets du Crédit social ” (Sociale Kredietloketten);

2° wat betreft de door het ” FLW ” toegekende ecopremies :

in afwijking van artikel 1, 13°, 14° en A5°, stemmen de bescheiden en preaires inkomens respectievelijk overeen met de inkomens van categorieën II en I, berekend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypothekleningen en de huurtegemoetkoming van het ” Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie ” (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië). ”.

Art. 26. Bijlage 3 wordt vervangen door de bijlage bij dit besluit, als onderdeel van het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationele energiegebruik.

Art. 27. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2011.

Wat betreft de toepassing van de artikelen 9 en 17 treedt dit besluit echter in werking op 1 juni 2011.

Namen, 18 februari 2011.

BIJLAGE 3

1. ALGEMENE BEPALINGEN

1.a. Energiewinning

Indien een stedenbouwkundige en/of milieuvvergunning vereist wordt voor de exploitatie van dat natuurlijke hulpmiddel, wordt het bewijs van de aanvaarding van de vergunning(en) bij de premieaanvraag gevoegd.

• In het water :

De winning kan verricht worden hetzij in oppervlaktewateren (rivieren, vijvers, meren,...), hetzij in diepe wateren (grondwaterlagen, putten,...), op "statische" of "dynamische" wijze.

De premieaanvraag gaat vergezeld van de berekeningsnota voor het gezamenlijke systeem van energieopneming :

- in het geval van een "dynamische" winning (door oppompen), omvat het o.a. de dimensionering van de eventuele tussenwarmtewisselaars, de vloeistofdebieten, de temperatuurdelta's, het vermogen van de hulpmiddelen...;
- in het geval van een "statische" winning (via een onder water gezette wisselaar), omvat het o.a. de dimensionering van de wisselaar, van het eventuele kunstmatig bekken of van de natuurlijke bron,...

• In de grond :

De energiewinning kan verwezenlijkt worden hetzij met een horizontaal begraven verdamper, hetzij met een warmtewisselaar met glycolwater die horizontaal of verticaal in de grond begraven is.

De premieaanvraag gaat vergezeld van de berekeningsnota voor het systeem van energieopneming :

- bij gebruik van een tussenvloeistof zoals glycolwater, gaat het hetzij om de dimensionering van de horizontaal geplaatste warmtewisselaar, hetzij om de verticale sonde(s). De nota vermeldt o.a. het secundaire vloeistofdebit en het vermogen van de hulpmiddelen;
- In het geval van een horizontale verdamper, gaat het om de dimensionering van die verdamper.

Bij winning d.m.v. een verticale sonde gaat het premieaanvraagformulier vergezeld van een geologisch analyserapport dat door of voor de boormaatschappij is uitgevoerd.

• In de buitenlucht :

In de lucht kan de energiewinning op statische of dynamische wijze verwezenlijkt worden.

De warmtepompen die de buitenlucht als energiebron gebruiken, kunnen eventueel van een extra elektrische dompelaar voorzien worden daar waar warmte geloosd wordt. De dompelaar wordt onder de condensator geplaatst.

De warmtepompen voor de productie van warm sanitair water moeten daadwerkelijk functioneren onder de temperatuurvoorwaarden die in dit bestek worden bepaald.

In ieder geval moet de verdamper zich buiten het gebouw bevinden.

Als de verdamper zich echter binnen het gebouw bevindt, wordt hij voorzien van hermetische omhulsels voor de aanzuiging van de buitenlucht en de afvoer van de aangezogen lucht naar de buitenkant van het gebouw.

In het geval van een statische winning wordt de warmtepomp niet uitgerust met een ontdooiingssysteem, maar wordt de buitenwisselaar zonder belemmering van het zonlicht en de natuurlijke luchtstroom gericht tussen het oosten en het westen en via het zuiden.

Ook in dit geval gaat de premieaanvraag vergezeld van de berekeningsnota betreffende de dimensionering van het gezamenlijke systeem van energieopneming. Bij gebruik van een secundaire vloeistof worden het debiet en het vermogen van de hulpmiddelen nader bepaald.

De warmtepomp moet zodanig gedimensioneerd worden dat ze de totaliteit van het warmteverlies van het gebouw dekt voor een temperatuur van de buitenlucht hoger dan of gelijk aan een waarde genoemd evenwichtspunt. Die waarde moet maximum 2 °C bedragen.

1.b. Aanvullende bepaling.

De installatie wordt uitgerust met bijkomende elektrische meters voor de meting van het verbruik i.v.m. het gebruik van de warmtepomp en van de hulpmiddelen van de installatie (namelijk de circulatiepompen, de dompelaars, alsmee voor de productie van sanitair warm water, de extravoorziening).

1. WARMTEPOMPEN VOOR DE VERWARMING VAN EEN WONING

De reversibele warmtepompen voor de klimaatregeling van het gebouw komen niet in aanmerking voor de premie.

2.a. Energielozing.

- Lozing in de omgevingslucht :

De warmtepompen die de thermische energie in de lucht lozen, komen niet in aanmerking voor de premie.

- Lozing d.m.v. een warmtegenererende vloeistof of water :

Lokalen mogen in geen geval d.m.v. radiatoren of convectoren verwarmd worden. Alleen een laag temperatuurvloer- of muurverwarmingssysteem en laag temperatuur ventilo-convectoren worden toegelaten in lokalen die niet als woonkamer dienen.

De verwarming van een woonkamer uitsluitend door middel van een systeem dat slechts met elektriciteit functioneert, wordt alleen in de badkamers en douches toegelaten.

2.b. Minimale prestaties.

Om in aanmerking te komen voor de premie, voldoet de warmtepomp voor de verwarming van de woning aan een minimale prestatiecoëfficiënt die varieert naargelang de aangewende technologie.

De COP van de systemen die rechtstreeks onder de norm NBN 14511 vallen, worden bepaald overeenkomstig de specificaties ervan. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energielo- zing	T° koude bron aan de ingang van de verdam- per	T° warme bron aan de uitgang van de condens- ator	Minimale COP
Dynamische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	35 °C	3.1
Diepwater of Oppervlaktewater	Water	10 °C (*)	35 °C	5.1
Geothermische wisselaar met glycolwater (horizontaal of verticaal)	Water	0 °C (*)	35 °C	4.3

(*) Indien een secundair circuit gebruikt wordt (tussenwisselaar en glycolwater), gaat het om de temperatuur van die tussenvloeistof aan de ingang van de verdamper.

De COP van de systemen die niet onder de norm NBN 14511 vallen, worden bepaald volgens de door deze norm voorgedragen methodologie, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energielo-zing	T° van de lucht in contact met de wisselaar	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Statische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	35 °C	3.1
Winningsbron	Energielo-zing	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Gaswisselaar (Horizontaal)	Water	- 5 °C	35 °C	4
	Gas	- 5 °C	35 °C	4

De COP van de systemen met directe koeling kunnen echter bepaald worden overeenkomstig de bepalingen van de norm pr EN 15879-1 of pr EN 15879-2 die bij de uitvoering van de test vigerend is, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel.

De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energielo-zing	T° van het bad bij de verdamping	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Gaswisselaar (Horizontaal)	Water	4 °C	35 °C	4.3
	Gas	4 °C	35 °C	4.3

2.c. Gecombineerd gebruik voor het sanitair warm water

Als de warmtepomp ook voor de verwarming van het sanitair warm water wordt gebruikt, wordt de premie verhoogd indien de volgende voorwaarden vervuld worden :

- de warmtepomp leeft de minimale criteria die hierboven voor de verwarming van de woning worden bepaald, na;
- de warmteopslagballon beschikt over een minimale opslagcapaciteit van 150 liter. De ballon wordt verticaal geplaatst en de verhouding hoogte/omtrek bedraagt minstens 2 om een juiste stratificatie te hebben;
- Het systeem moet het risico voor salmonella voorkomen en is uitgerust met de klassieke veiligheidsgroep;
- voor de warmtepompen dynamische lucht/water moet de werking van de warmtepomp gewaarborgd worden voor een temperatuur van de buitenlucht tot 2 °C;
- De COP van de systemen die rechtstreeks onder de norm NBN 14511 vallen, worden bepaald overeenkomstig de specificaties ervan. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energielo-zing	T° koude bron aan de ingang van de verdamper	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Dynamische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	45 °C	2.6
Diepwater of Oppervlaktewater	Water	10 °C (*)	45 °C	4.2
Geothermische wisselaar met glycolwater (horizontaal of verticaal)	Water	0 °C (*)	45 °C	3.5

(*) Indien een secundair circuit gebruikt wordt (tussenwisselaar en glycolwater), gaat het om de temperatuur van die tussenvloeistof aan de ingang van de verdamper.

- De COP van de systemen die niet onder de norm NBN 14511 vallen, worden bepaald volgens de door deze norm voorgedragen methodologie, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energielo-zing	T° van de lucht in contact met de wisselaar	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Statische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	45 °C	2.6
Winningsbron	Energielo-zing	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Gaswisselaar (Horizontaal)	Water	- 5 °C	45 °C	3
	Gas	- 5 °C	45 °C	3

De COP van de systemen met directe koeling kunnen echter bepaald worden overeenkomstig de bepalingen van de norm pr EN 15879-1 of pr EN 15879-2 die bij de uitvoering van de test vigerend is, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel.

De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energielo- zing	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Gaswisselaar (Horizontaal)	Water	4 °C	45 °C	3.5
	Gas	4 °C	45 °C	3.5

3. WARMTEPOMP VOOR DE PRODUCTIE VAN SANITAIR WARM WATER (PAC ECS)

3.a. Energielozing.

De warmteopslagballon beschikt over een minimale opslagcapaciteit van 150 liter. De ballon wordt verticaal geplaatst en de verhouding hoogte/omtrek bedraagt minstens 2 om een juiste stratificatie te hebben.

Het systeem moet het risico voor salmonella voorkomen en is uitgerust met de klassieke veiligheidsgroep.

3.b. Minimale prestaties.

Voor de warmtepompen dynamische lucht/water moet de werking van de warmtepomp gewaarborgd worden voor een temperatuur van de buitenlucht tot 2 °C.

Om in aanmerking te komen voor de premie, voldoet de warmtepomp voor de verwarming van sanitair warm water aan een minimale prestatiecoëfficiëntie die varieert naargelang de aangewende technologie.

De COP van de systemen die rechtstreeks onder de norm NBN EN 255-3 vallen, worden bepaald overeenkomstig de specificaties ervan. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energielo- zing	T° koude bron aan de ingang van de verdamper	T° warme bron	Minimale COP
Dynamische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	2.6
Diepwater of Oppervlaktewater	Water	10 °C (*)	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	4.2
Geothermische wisselaar met glycolwater (horizontaal of verticaal)	Water	0 °C (*)	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	3.5

(*) Indien een secundair circuit gebruikt wordt (tussenwisselaar en glycolwater), gaat het om de temperatuur van die tussenvloeistof aan de ingang van de verdamper.

De COP van de systemen die niet onder de norm NBN EN 255-3 vallen, worden bepaald volgens de door deze norm voorgedragen methodologie, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energielo- zing	T° van de lucht in con- tact met de wisselaar	T° warme bron	Minimale COP
Statische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	2.6
Winningsbron	Energielo- zing	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron	Minimale COP
Gaswisselaar (Horizontaal)	Water	- 5 °C	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	3
	Gas	- 5 °C	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	3

De COP van de systemen met directe koeling kunnen echter bepaald worden overeenkomstig de bepalingen van de norm pr EN 15879-1 of pr EN 15879-2 die bij de uitvoering van de test vigerend is, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel.

De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energielo- zing	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron	Minimale COP
Gaswisselaar (Horizontaal)	Water	4 °C	Stijging in temperatuur van 15 °C tot 45 °C	3.5
	Gas	4 °C	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	3.5

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik.

Namen, 18 februari 2011.

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET